

Monnaie, dettes, et crises financières

Partie 4/5

4 – Rôle de la monnaie dans les crises "financières"

Avertissement :

Dans cette partie nous allons devoir nous référer à des données macroéconomiques qui sont publiées par divers organismes officiels : Eurostat, la Banque Centrale Européenne (BCE), la Banque de France (BdF), et l'INSEE.

Et là il y a une réelle difficulté.

En effet les données sont très souvent éditées sous une forme telle qu'elles ne sont pas comparables, ou qu'il est très difficile de les retraiter, voire d'en tirer quoi que ce soit. Ainsi certains indicateurs sont donnés "en base 2000", et d'autres "en base 2005" ; certains chiffres sont "révisés", ou "corrigés" ; les dettes et déficits sont indiqués en "pourcentage du PIB", lequel est indiqué en "point de progression par rapport à l'année antérieure", ou même en "pourcentage de parité de pouvoir d'achat (PPA)"...

Or, dans un document publié par la Banque de France, le 16 décembre 2011, et intitulé "Zone Euro - Principaux indicateurs économiques et financiers", on apprend, page 6, qu'en 2010, le PIB de la France a été de 1932,8 milliards d'Euros courants, et de 1692,2 milliards d'Euros PPA (écart de -12,4% par rapport au PIB en Euros courants), et que le PIB de la Zone Euro a été de 9161,7 milliards d'Euros courants, et de 8729,3 milliards d'Euros PPA (écart de -4,7% par rapport au PIB en Euros courants).

On a donc des données macroéconomiques dont le montant peut varier de 200 à 500 milliards d'Euros par un simple effet de méthodes ou de corrections. Un tableau des "Ratios de dettes des agents non financiers en 2010", édité par l'INSEE, sur des sources de la Banque de France, en base 2005 (!) vous en donnera un aperçu :

Le taux d'endettement des "sociétés non financières" y est indiqué en pourcentage de la "valeur ajoutée" ; tandis que le taux d'endettement des ménages est donné en pourcentage du "revenu disponible brut" ; et que le taux d'endettement des administrations publiques est donné en pourcentage du "PIB"...

(http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08201)

A cela il faut ajouter que les données économiques qui permettraient d'établir un lien irréfutable entre les dettes et la création monétaire ne sont pas

publiées (si quelqu'un les trouve sur une source officielle, nous lui en saurions gré de bien vouloir nous les signaler) :

- séries chronologiques, remontant au-delà de 1973, de la charge de la dette, des APU (administrations publiques) ET des agents non financiers (ménages, APU, entreprises) ;

- séries chronologiques, remontant au-delà de 1973, de la part des intérêts dans la charge de la dette, en valeur absolue, des APU (administrations publiques) ET des agents non financiers (ménages, APU, entreprises).

Aparté : Il est à noter qu'en France nous ne sommes pas encore les plus mal lotis. Aux Etats-Unis, pour "simplifier" les débats, la FED (la banque centrale des USA), n'a plus rien communiqué à propos de son agrégat monétaire M3 depuis le 23 mars 2006...

Nous pensons avoir tout de même réussi, dans ces conditions, à extraire les données les plus significatives, et à vous les rendre parlantes sans les trahir.

Par souci de crédibilité, nous indiquons toutes nos sources avec un maximum de précision. Cela permet à chacun toutes les vérifications souhaitées, et éventuellement les critiques, toujours bienvenues.

La lecture en est rendue parfois plus pénible, mais c'est un mal nécessaire.

Il est temps maintenant de nous attaquer au vif du sujet, au problème actuel posé à tout citoyen : tenter de comprendre d'où viennent ces crises financières, et en particulier cette gigantesque "crise de la dette" dont pas un jour ne passe sans que les média nous narrent le nouvel épisode.

Cette partie est autonome des trois précédente et peut se lire séparément, toutefois leur lecture est vivement conseillée, avant ou après, quitte à relire ensuite cette quatrième partie.

4.1 – Dette publique et dette privée

Tout d'abord, on nous rabat les oreilles avec les dettes, comme s'il s'agissait de dettes familiales, résultant d'un excès de dépenses ou d'un manque de ressources.

Et sur ce point, force est malheureusement de constater qu'on ne distingue même plus "droite" et "gauche" dans les argumentaires :

Quand il s'agit de Sarkozy, Bayrou, Hollande, il n'y aurait a priori rien de surprenant, tant leur allégeances aux thèses du FMI sont connues et reconnues. Mais quand il s'agit de Mélenchon (PG), Laurent (PCF), ou Besancenot (NPA), il y a quand même matière à se poser des questions.

La ligne de démarcation entre eux consiste seulement à savoir si les dépenses ont été excessives (argument de droite), ou si ce sont les recettes qui ont été amoindries du fait des cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises (argument de gauche).

A ce point près, ils sont tous d'accord, l'origine de la dette est **budgétaire**. Elle résulte d'un budget mal tenu, et ce budget est celui de l'Etat et plus largement des administrations publiques et assimilées.

De fait, ils sont tous alignés sur les thèses du FMI qui publiait en 2006 un document sidérant intitulé "L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance"

(<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/pam/pam55/pam55f.pdf>)

Tous nous agitent en cœur le chiffon rouge de la dette "publique", nous masquant de ce fait l'autre dette : la dette privée.

Or :

- En France, fin 2010 : La dette des Administrations Publiques (APU) s'élevait à **1 471,4** milliards d'Euros, tandis que la dette privée s'élevait à **2 561,1** milliards d'Euros, soit une dette globale de la Nation (Agents Non Financiers) de **4 032,5** milliards d'Euros (en données "révisées", base 2005, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08203).
- En Europe, dans la zone Euro : Les statistiques économiques sont difficiles à obtenir, et compilées par la BCE, non pas en valeurs absolues mais en pourcentage du PIB. D'après rue89, fin 2009, le total des dettes publiques représentait **83%** du PIB de la Zone Euro, mais le total des dettes privées représentait **135%** du PIB de la Zone Euro.
- Aux USA, fin 2010 : "Si l'on ajoute aux dettes publiques, les dettes des GSE (dettes des entreprises garanties par l'Etat) le périmètre de la dette fédérale passe de 13 871 Milliards de \$ à 21 464 Milliards de \$, soit 145,6 % du PIB. Et si l'on veut calculer l'ensemble des dettes publiques (Etat fédéral et administrations subfédérales) et parapubliques (GSE), le chiffre de la dette grimpe à **23 881** Milliards de \$, soit 162 % du PIB... la dette privée des sociétés et institutions non-financières représente 159,3 % du PIB ou **23 483** Milliards de \$. Si l'on fait la synthèse de la dette privée des sociétés financières et non-financière, l'endettement "privé" grimpe à 37 928 Milliards de \$, soit 257,3 % du PIB." (<http://criseusa.blog.lemonde.fr/2011/01/05/dette-publique-et-dette-privée-aux-usa-fin-2010/>)
... soit une dette globale (publique + privée) de **47 364** à 61 809 Milliards de \$, selon les modes de calcul, c'est-à-dire plus du double.
- D'une manière générale, partout, dans tous les pays du monde, les dettes privées sont supérieures, et parfois très supérieures, aux dettes

publiques. Par exemple en Espagne, fin 2009, le total des dettes publiques représente moins de **60%** du PIB, mais sa dette privée représente plus de **200%** du PIB...

Pourquoi une telle unanimité à nous obnubiler avec les dettes publiques ?

Voilà une des questions à laquelle nous allons tenter de répondre, le plus complètement possible.

4.1.1 – Qui sont les créanciers ?

Devant un endettement aussi général, le comptable, mais aussi le simple citoyen, sont en droit de se poser plusieurs questions :

Comment se fait-il, si une dette est la preuve que l'on a vécu, ou que l'on vit, "au dessus de ses moyens", comme ce serait le cas dans une famille, comment se fait-il, donc, que TOUS les agents économiques du monde aient autant de dettes ?

Est-ce que toute la planète vit au dessus de ses moyens (ménages, entreprises, Etats) ?

Si tout le monde est endetté, mais alors quels ménages, quelles entreprises nous prêtent ces centaines de milliers de milliards ?

Qui sont les prêteurs, les créanciers ?

Nous avons vu, en partie **3** (voir § **3.1.3.1**), que d'une part, à cause d'une simple question de définition conventionnelle, entre les 2/3 et les 3/4 des dettes correspondent à de la création monétaire pure, et que le restant correspondra à de la création monétaire lorsque les échéances deviendront inférieure à deux ans. Ce qui revient à dire que TOUTES les dettes correspondent à de la création monétaire.

Oui mais les fonds de pensions, direz-vous...

Nous avons également vu, que le prêt d'une somme sortie d'un compte de dépôt est comptablement traitée exactement comme de la création monétaire, pour la raison pratique qu'après avoir été émise au moyen d'une première dette, son prêt génère une seconde dette, et que ces deux dettes seront, au fil du temps soldées par de l'argent provenant d'autres opérations de création monétaire (voir partie **3**, § **3.3**).

Donc, que les prêteurs soient des nationaux ou des étrangers, des particuliers ou des fonds de pensions, peu importe. Si l'on remonte à la source de la dette initiale on trouvera toujours un emprunt bancaire, et donc, comme "prêteur", une banque.

Ceci est parfaitement cohérent, et avec l'histoire (parties 1 et 2, et avec les contreparties de M3, voir M4, observées dans les comptabilités des banques centrales et étudiées dans la partie 3.

Si tout le monde a des dettes, c'est que tout le monde utilise de la monnaie, que les banques ont le monopole de sa création, de sa mise en circulation, et de sa destruction, par le jeu d'emprunts et de remboursement d'emprunt, et que par voie de conséquence les créances qui constituent les actifs des banques ne sont que la contrepartie de la monnaie circulante.

4.2 – Dette globale et création monétaire

4.2.1 – France, année 2010

Prenons l'année 2010 comme année de référence.

Si l'on interroge les comptes nationaux de la **France**, la dette des "agents non financiers" s'élevait à **4 032,6 milliards d'Euros**. Les "agents non financiers" (ANF) regroupent les ménages, les Administrations Publiques, au sens large (APU), et les Sociétés Non Financières (SNF).

[source : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/base-de-donnees.html> et http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08203

Dans les comptes de la Banque de France, à la même date, la "contribution de la France" à la masse monétaire M3 de la zone Euro est estimée à **1 774,6 milliards d'Euros**.

[source : Bulletin "Stat Info", intitulé "Les évolutions monétaires, France, Décembre 2010", publié le 28 janvier 2011, Banque de France, Direction Générale des Statistiques]

Soit un ratio M3 sur endettement global = $1774,6 / 4032,6 = 44,01\%$.

Selon la définition de la monnaie, telle qu'indiquée en partie 3, § 3.1.3, nous savons que sur ces 4032,6 milliards de dette globale, 1774,6 milliards sont les contreparties monétaires de la masse monétaire M3 de la France.

Cela résulte du fait, que par définition et construction, le tableau des contreparties de M3 ne considère que les dettes dont les échéances sont inférieures ou égales à deux ans.

Les dettes à échéances plus longues (10, 20, 30 ans) ne sont pas comptées dans les contreparties de M3.

Pour autant elles apparaissent quand même comme dettes, et deviennent des contreparties de M3, au fur et à mesure que leurs échéances franchissent la barre des 2 ans.

Les 2258 milliards d'Euros (4032,6 – 1774,6) correspondent à de la monnaie émise dans le passé, grâce à des crédits à longs termes, laquelle a servi à solder d'autres dettes venues à échéance, et se trouve donc en partie détruite.

Mais évidemment, il va falloir que les agents économiques contractent de nouveaux emprunts, qui créeront la monnaie nécessaire à solder ces dettes quand elles viendront à "maturité", c'est-à-dire à échéance.

4.2.2 – Zone Euro (17 pays), année 2010

Le PIB de la zone Euro s'élevait, fin 2010, à **9162 milliards d'Euros**.

[source :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/national_accounts/data/main_tables]

L'endettement des agents non financiers est donné en pourcentage du PIB par la BdF (223,9%), soit **20513,7 milliards d'Euros**.

[source : http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie%20et%20Statistiques/Titres%20Credits%20Depots/gb/2011-T2-stat-info-taux-endettement-agents-non-financiers-comparaisons-internationales.pdf

et <http://webstat.banque-france.fr/fr/quickview.do?>

[SERIES_KEY=253.ENDET.Q.I6.N.V.LE.FEND.S1S.A1.S.2.N.8.Z](http://webstat.banque-france.fr/fr/quickview.do?SERIES_KEY=253.ENDET.Q.I6.N.V.LE.FEND.S1S.A1.S.2.N.8.Z)]

La masse monétaire globale M3, s'élevait en 2010, à **9572,9 milliards d'Euros**.

[source : http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/donnees-detaillees/asf/asfeconomie/ASF_082DD22.xls]

Soit un ratio M3 sur endettement global = $9572,9 / 20513,7 = 46,66\%$.

La différence entre l'endettement global et les contreparties de M3 est égale à **10930,8 milliards d'Euros** (20513,7 – 9572,9). Elle correspond à l'endettement à termes supérieurs à 2 ans des agents non financiers de la zone Euro.

Un document récent de Natixis donne des chiffres un peu différents, soit un endettement "à longs termes" (crédits + obligations) des agents non financiers (ménages + entreprises + administrations) égal à (environ) 250% du PIB, au lieu de 223,9%, soit un endettement global de 22905 milliards d'Euros, et un rapport M3 sur endettement ($9572,9 / 22905$) de **41,79%**.

[source : <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=61467>]

Ça ne vous dit certainement pas grand-chose, mais ce ratio exprime le rapport entre les dettes à solder immédiatement (ou en tous cas dans une échéance

inférieure à deux ans), et la masse de dettes à plus longs termes, qui arrivent petit à petit à échéance.

Pour les dettes à courts termes, en principe la monnaie fiduciaire et scripturale existe et permet le solde des dettes, mais pour les dettes à plus longs termes, la monnaie est à créer, par de nouveaux "emprunts"...

Vous constatez donc, que le seul mécanisme de la création monétaire permet d'expliquer la quasi-totalité des soi-disant dettes, qui en réalité ne sont que le revers obligé de notre monnaie depuis la fin des accords de Bretton Woods (voir partie 2).

Cela n'a rien de magique. La correspondance entre les dettes à courts termes et la masse monétaire circulante résulte d'un simple classement des dettes. N'oubliez jamais qu'à chaque Euro circulant correspond, dès son émission, une dette d'au moins 1 Euro.

Lorsque des dettes ne sont pas remboursées, cela ne veut pas dire que la monnaie correspondante n'existe pas. Elle existe, mais par le jeu de la circulation monétaire, elle n'est tout simplement pas au bon endroit au bon moment. Et qu'importe qu'elle s'accumule dans un paradis fiscal. En effet, comme par le fait du "remboursement" elle aurait dû être détruite, il faut en détruire manu militari une quantité équivalente chez le débiteur.

La correspondance entre les dettes à court terme et la masse monétaire circulante est le résultat de notre technique de création monétaire elle-même.

4.2.3 – Le rôle de la balance des "besoins de financement"

Quand on considère une zone économique donnée, il nous faut considérer ce que cette zone produit, mais aussi ce qu'elle échange avec l'extérieur, y compris en matière de monnaie.

C'est la balance des "besoins de financement", qui nous indique l'apport de monnaie en provenance de l'extérieur, ou au contraire les pertes de monnaie au profit de l'extérieur. Comme la monnaie circule (en principe) en sens inverse des marchandises et des services, les apports correspondent à des exportations, et les pertes à des importations.

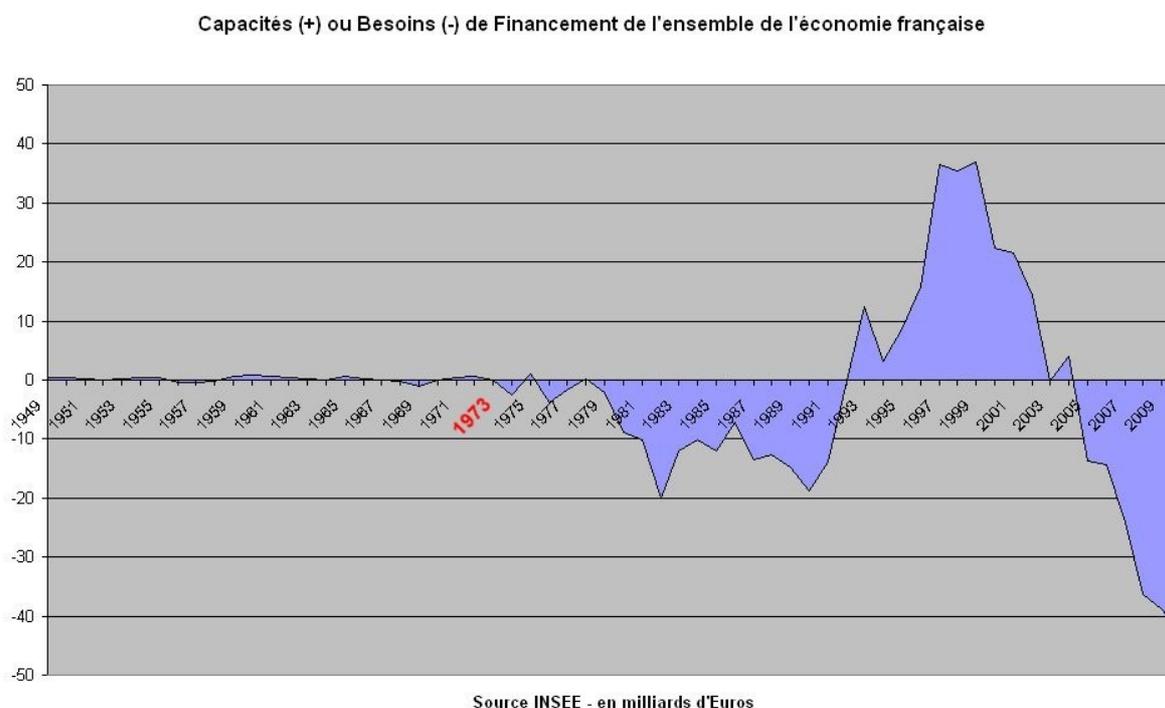
On rappelle, que cette balance est celle de la Nation, c'est-à-dire de l'ensemble de ses agents économiques (entreprises pour l'essentiel) et qu'elle n'a une incidence que très indirecte sur le budget de l'Etat (surtout depuis que les taxes sur le commerce extérieur sont réduites à peau de chagrin du fait des réglementations internationales de "libre circulation des marchandises").

Par contre les balances des besoins de financement de la zone "France" ou de la zone "Euro" peuvent se solder par des apports ou des pertes de monnaie. On parlera de "capacités de financement" ou de "besoin de financement".

En ce qui concerne la France, le cumul des soldes des capacités et besoins de financement de 1973 à 2010 est égal à **-122 milliards d'Euros**. Comme il s'agit d'un déficit, on dira que fin 2010, la France avait un besoin de financement de 122 milliards d'Euros pour compenser les sorties monétaires.

[source : http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=1&xml=t_1113]

Mais cette balance doit être étudiée dans sa chronologie. En effet entre 1949 et 2010, voilà comment elle se présente :



Jusqu'en 1971-1973, elle ne présente pas de grosses variations. Le commerce extérieur était assez bien "régulé". Mais dès la fin des accords de Bretton Woods, c'est-à-dire dès la fin de ce qui constituait malgré tout, une forme d'organisation du système monétaire mondial, les choses se sont compliquées. On observe de très grosses et brutales variations. Pourquoi ?

Cette période de 1971-1973 correspond aussi à la décision, dans beaucoup de pays (dont la France), d'obliger les Etats à passer par les banques privées pour créer leur monnaie. Ce qui a évidemment ajouté des charges financières qui n'existaient pas auparavant.

Depuis 1971-1973, tous les agents économiques de la plupart des pays poussent devant eux une dette essentiellement due à leurs besoins de création monétaire. Et ils sont engagés dans une farouche compétition consistant à chercher à faire supporter par les pays voisins la plus grosse part possible de cette dette. D'où des compétitions "commerciales" acharnées. D'où, aussi de très brutaux retournements de "capacités" confortables de financement en "besoins" abyssaux de financement à la moindre variation de la "compétitivité".

Ce système monétaire organise la loi de la jungle, et les statistiques en dessinent les images.

Nous retiendrons que sur les **4 032,6 milliards d'Euros** de dette cumulée des agents non financiers de la France, à peine **122** sont imputables au déficit financier de la balance des échanges avec l'extérieur. Et encore, ce n'est qu'en incluant les années postérieures à la "crise des subprimes" de 2008 que l'on obtient un déficit à trois chiffres.

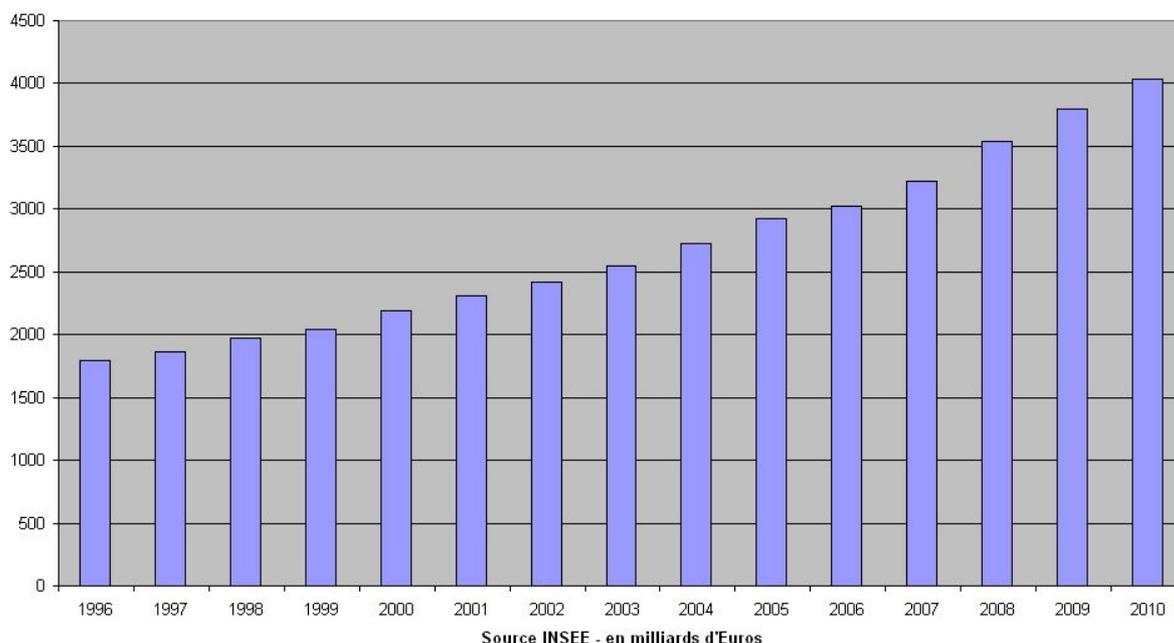
Aparté : Vous observez sur la courbe présentée, que de 1993 à 2003, la France avait obtenu de ses échanges avec l'extérieurs des "capacités de financement" (+). Elle dégagait un excédent.

Vous verrez plus loin que cette période correspond également à un ralentissement de l'endettement de l'Etat.

On pourrait penser que cela a été permis par cette ressource procurée par les échanges extérieurs de la Nation. Eh bien non. Les capacités ou besoins de financement de la Nation n'influencent que très indirectement le budget de l'Etat, et à condition que la fiscalité soit une courroie de transmission effective, ce qui était le cas, mais comme amortisseur...

Par ailleurs, la courbe de l'endettement des ANF (Agents Non Financiers) correspond à une croissance régulière et exponentielle, qui n'a rien à voir avec celle des capacités et besoins de financement, comme en témoigne le tableau ci-dessous :

France : Endettement des Agents Non Financiers (dette globale)



Nous n'avons pas trouvé de données au-delà de 1996.

En tous cas ces arguments démontrent qu'on ne peut absolument pas raisonner, en matière de comptabilité nationale, comme en comptabilité familiale. Pourquoi ? Tout simplement, nous l'avons déjà dit, parce qu'une famille n'a pas le pouvoir de créer sa monnaie.

Les dettes d'une famille sont bien le résultat d'excédents de dépenses ou d'insuffisances de recettes, alors que les dettes d'une nation, sont, d'abord et avant tout la contrepartie de la masse monétaire en circulation ET à venir.

Tous les responsables politiques s'acharnent pourtant à vous faire croire que le "Budget des Français", c'est comme le "Budget de chaque Français"...

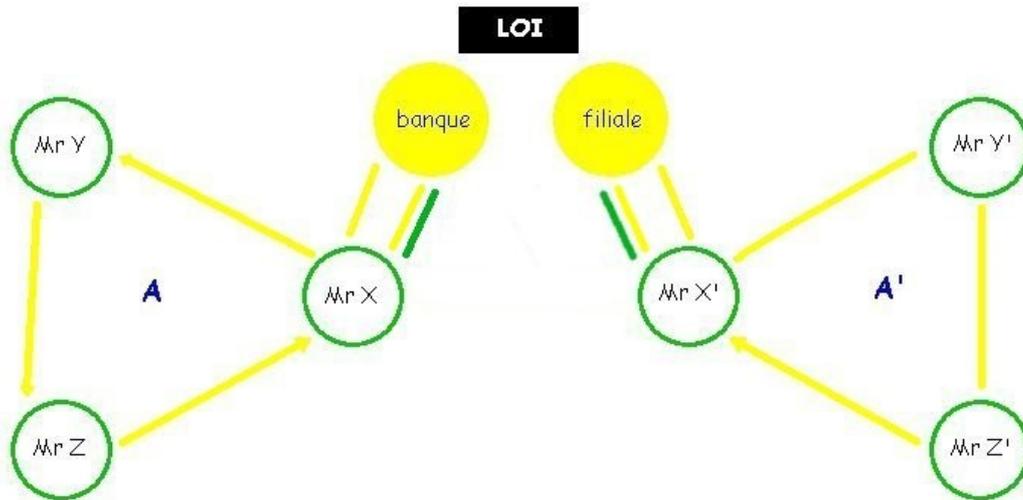
4.2.4 – Le rôle de "l'extérieur" dans la création monétaire

Nous observons donc, que l'effet des déséquilibres des échanges de monnaie avec l'extérieur a des effets quasi homéopathiques sur l'endettement global.

Pourtant, historiquement, mais aussi fonctionnellement, on ne peut pas négliger ces apports ou déficits extérieurs.

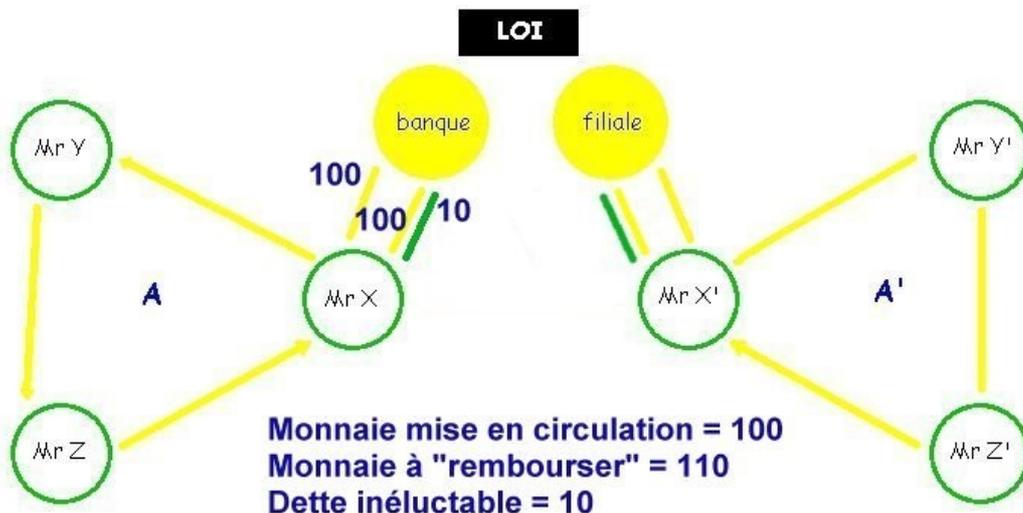
Les besoins de financement extérieur ont plusieurs fois été soulignés dans la partie 2 du présent document. Voyons maintenant l'aspect fonctionnel de la chose.

Dans le schéma ci-dessous, nous avons représenté deux systèmes économiques très simples.

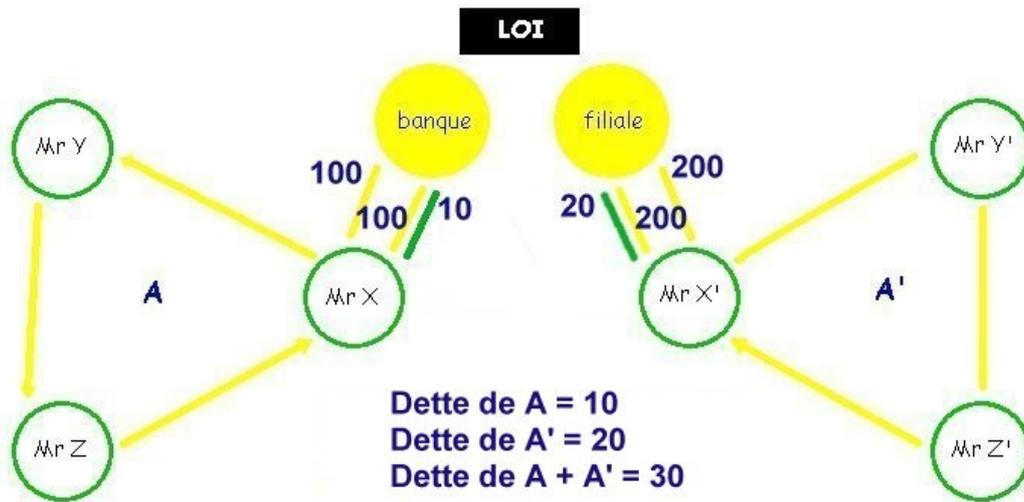


On considèrera que ces deux systèmes sont vierges de monnaie, et que la banque va devoir en créer.

Les liaisons jaunes représentent les emprunts et remboursement à la banque, les liaisons vertes représentent les paiements des intérêts liés à ces emprunts.



Donc en premier lieu, le système A, obtient la création de "100" de monnaie, par un emprunt consenti à Mr X, au taux de 10%.



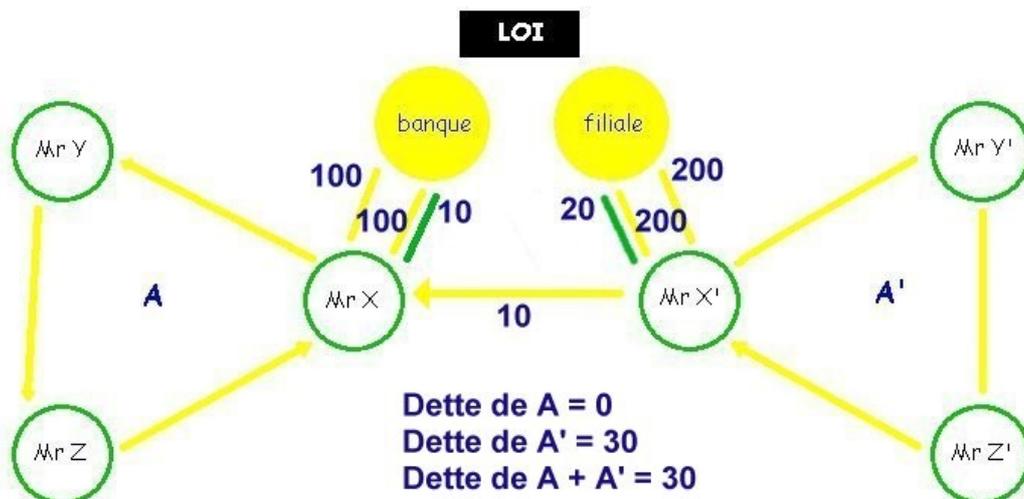
En second lieu, le système A', obtient la création de "200" de monnaie, par un emprunt consenti à Mr X', également au taux de 10%.

Il résulte de ces deux opérations que le système A a désormais une dette de "10", et le système A' une dette de "20", à rembourser **en monnaie**...

A et A' n'ont a priori pas d'autre solution que de sur-emprunter pour obtenir la monnaie qui va permettre de rembourser cette dette. Mais alors ce nouvel emprunt sera lui aussi assorti d'intérêts, ce qui ne fera qu'augmenter la dette (comme indiqué au § 2.4.5.1).

Alors comment faire ?

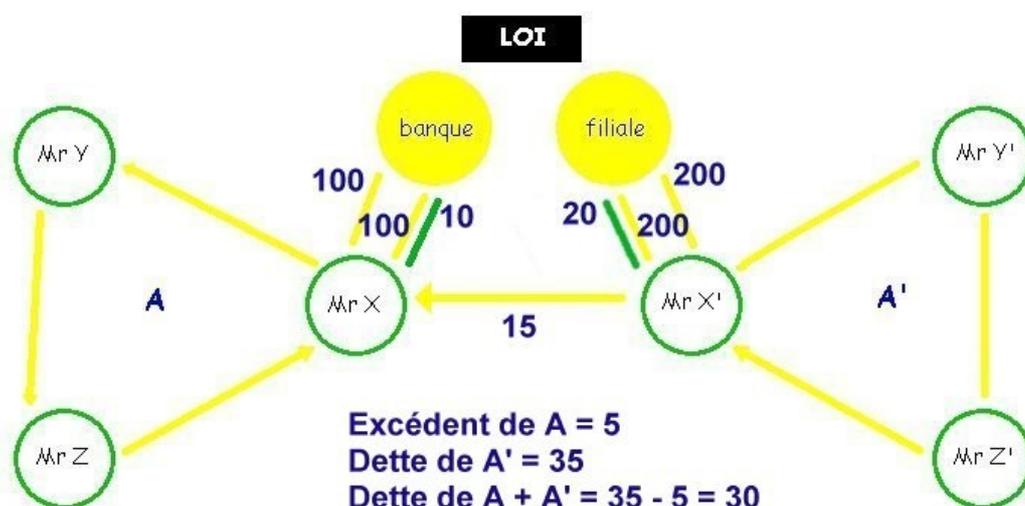
En réalité une autre solution est possible : Chercher à récupérer de la monnaie chez le voisin.



Dans le schéma ci-dessus, le système A a réussi à exporter des marchandises ou des services vers A', ce qui a permis un apport monétaire de "10". Du coup la dette du système A pourra être remboursée; mais celle du système A' est passée de "20" à "30".

L'endettement du système A + A' reste inchangé. Donc, A et A' pourront se battre entre eux pour faire prendre en charge par l'autre, tout ou partie de sa dette monétaire, pour la banque c'est indifférent.

Dans le schéma suivant, les performances économiques du système A sont encore meilleures en terme de "compétitivité", puisqu'il parvient à exporter encore plus.



Conséquences : Le système A dégage un excédent monétaire de 5, tandis que la dette de A' passe à 35. La dette globale reste bien inchangée. En pratiquant ainsi, le système A "tue", en quelque sorte, "la poule aux œufs d'or" puisque l'insolvabilité du système A' mettra rapidement fin à cet échange fructueux.

Si vous comprenez cela, alors vous comprenez ce qu'il se passe entre la Grèce et l'Allemagne, mais aussi (voir partie 2) ce qu'il s'est passé pour Napoléon quand il a rétabli l'esclavage dans les Colonies, ou encore pour Law quand il a créé son génial système, ou encore le dilemme auquel se heurtait Benjamin Franklin. En fait vous comprenez ce qu'il se passe entre TOUS les agents économiques pris dans un tel système.

4.2.5 – "Oui mais la banque recycle les intérêts..."

Le point ci-dessus exposé peut se résumer ainsi :

L'argent des intérêts n'a jamais été créé. Il n'a donc pas été mis en circulation. Il est pourtant exigé par le contrat de prêt.

Lors des débats et formations que nous organisons, nous constatons que c'est une chose à la fois très simple à comprendre, mais extrêmement difficile à concevoir, et donc finalement à admettre.

Il faut dire que les gens sont fondés à ne pas admettre que "les intérêts n'existent pas" quand parallèlement ils en reçoivent facture par leurs échéances de prêts, et qu'en général ils les paient.

Très souvent, malgré de longues démonstrations, et mises en situation, nous avons pensé qu'enfin l'auditoire commençait à "toucher du doigt" cette affaire, jusqu'à ce qu'au détour d'une question, patatras, force était de constater qu'il n'en était rien...

Une objection, souvent soulevée, nous a donné de nouveaux arguments :

Certains ont objecté que les intérêts étant des ressources pour les banques, celles-ci s'en servaient pour payer leurs charges, ce qui avait pour effet de les réinjecter dans la société et permettait donc de les payer.

Réponse à cette objection : "Faites l'expérience avec des haricots !"

Imaginez en effet une monnaie constituée de graines de haricots absolument infalsifiables (génome) et dont les capacité de germination auraient été détruites. Jouez le rôle de la banque et distribuez 100 de ces graines à trois de vos amis, à 20% d'intérêts sur un an, soit une dette de 120. Imaginez 4 échéances de remboursement de 30 (intérêt et capital) :

1. Capital = 22 et Intérêts = 8
2. Capital = 24 et Intérêts = 6
3. Capital = 26 et Intérêts = 4
4. Capital = 28 et Intérêts = 2

Après chaque remboursement d'échéance, vous remettez en circulation tous les haricots correspondant aux intérêts, en paiement de divers salaires et prestations.

Les haricots correspondant au capital emprunté sont détruits par la banque au fur et à mesure des remboursements, comme la monnaie.

Vous aurez beau faire, il n'y aura jamais assez de haricots pour rembourser intégralement la dernière échéance, et une dette de 20 demeurera...

4.2.6 – Les intérêts font les dettes et les emprunts

Enfin, cerise sur le gâteau, comme nous vous avons montré que ce ne sont pas les dépôts qui alimentent les crédits, mais au contraire les crédits qui alimentent les dépôts, il y a encore un renversement à faire dans les croyances de l'opinion publique mal informée :

Ces schémas montrent que l'on finit par ne plus payer des intérêts parce que l'on emprunte, mais qu'au contraire on emprunte et sur-emprunte parce qu'on doit payer des intérêts, sinon c'est la faillite.

Ce ne sont donc pas les emprunts qui font les intérêts, mais les intérêts qui font les emprunts.

Vous observez sur les schémas ci-dessus, que la dette cumulée du système (A + A') est égale à la somme cumulée des intérêts. Nous avons déjà vérifié cela (voir § 2.4.5.1, tableau N°2, colonnes (2) et (7)).

En décembre 2008, d'après la Banque de France, **l'endettement** des Agents Non Financier (ménages + administrations publiques + entreprises non financières) s'élevait à **3539,4 milliards d'Euros**.

(Source : <http://webstat.banque-france.fr/fr/browse.do?node=5384336>)

En décembre 2008, d'après l'INSEE, **le cumul des intérêts payés** par les Agents Non Financiers s'élevait,
de 1949 à 2008 à **3511,08 milliards d'Euros** ;
de 1973 à 2008 à **3457,36 milliards d'Euros**.

(Source : <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres.action?codeGroupe=1198>)

Compte tenu des variations de méthodes signalées, nous pensons que ces chiffres se suffisent à eux-mêmes...

La cause de la dette globale est bien la création monétaire.

4.2.7 – Rendre toute "coopération" impossible

Evidemment, on peut supposer que le système A' (voir § 4.2.4) va chercher à s'adapter, et à gagner des "points de compétitivité". Peut-être parviendra-t-il à renverser la situation.

Si vous comprenez cela, vous comprenez les grosses variations enregistrées dans la balance des capacités et besoins de financement (voir § 4.2.3).

Tous les agents économiques en manque de monnaie vont développer des stratégies de toutes sortes, et plus ou moins agressives, pour "capturer" de la monnaie (surproductions, dumping social, baisse des revenus, etc.). Et ce, à tous les échelons de la vie économique.

Tout cela au détriment final, non seulement des autres agents économiques (extérieurs), mais aussi de leurs propres agents économiques (intérieurs). Car ils dépendent tous les uns des autres, soit comme fournisseurs soit comme clients.

Dans ce système, l'enrichissement des uns, qui peut être considérable, dépend totalement et exclusivement du sacrifice, de la mise à l'écart et de la paupérisation des autres.

Ce mode de création monétaire est dévastateur sur le plan économique, puisqu'il provoque aussi, périodiquement, un effondrement de la pyramide des dettes, mais il est encore plus dévastateur sur le plan politique.

La balance des paiements avec l'extérieur n'est en aucun cas la cause du phénomène d'endettement général de la France. Par contre ses variations sont la manifestation d'une des conséquences du système de création monétaire : L'instauration du "chacun pour soi" comme credo universel.

Quel que soit le projet politique, si généreux, si "égalitaire", si "social", si coopératif soit-il, s'il ne remet pas en question ce mode de création monétaire, il échouera.

Il échouera parce que la monnaie est à l'économie ce que l'eau de mer est à la vie marine, et que ce mode de création monétaire lui-même, induit inéluctablement des comportements compétitifs et prédateurs, car nous sommes tous, de fait, en compétition, que nous le voulions ou non, sur la seule question des intérêts.

Le leitmotiv idéologique est d'ailleurs "compétitivité".

4.3 – La dette "Publique"

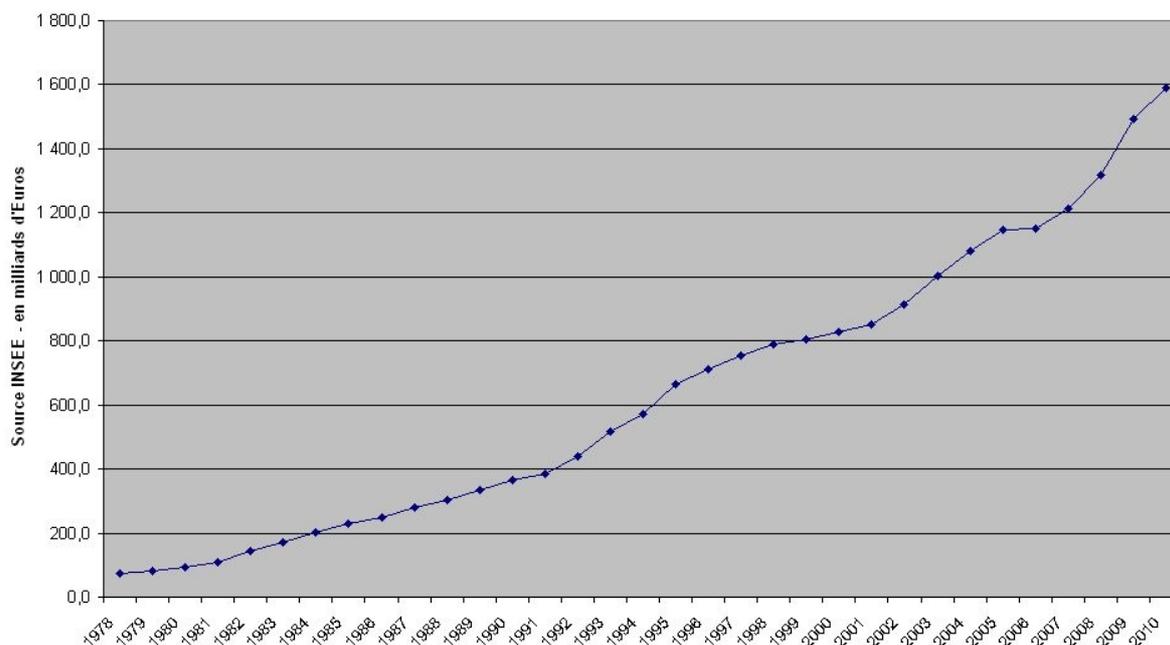
Concernant la dette publique, nous disposons évidemment d'un maximum de données, en tous cas sur ses montants et ses évolutions. Sur les intérêts payés, les données sont déjà plus confidentielles.

Quand on parle de dette publique, on parle de la dette de toutes les administrations nationales, régionales, départementales, communales, ainsi que des administrations assimilées (sécurité sociale, maladie, retraites, etc.).

Nous allons prendre l'année 2008 comme année de référence, car toutes les séries statistiques utiles ne sont pas encore disponibles au delà.

L'INSEE fournit une série de 1978 à 2010 sur l'endettement des administrations publiques (APU) :

Evolution de l'endettement des Administrations Publiques



Fin 2008, le montant de la dette publique atteignait **1318,6 milliards d'Euros**, et la progression suit une courbe exponentielle désormais bien connue.

(Source : http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=3.1&xml=t_3101)

C'est ce chiffre "moyen" que nous retiendrons.

Car pour des raisons de traitement statistique des données, la Banque de France indique une dette publique de **1411,4 milliards d'Euros** pour 2008.

(Source : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/base-de-donnees.html>)

Et l'INSEE publie une série statistique (1995-2010) sur la dette publique qui donne, toujours pour 2008, une dette publique "nette" de **1203,8 milliards d'Euros**.

(Source : http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=3.1&xml=t_3103)

Aparté : Un simple changement de méthode de calcul, et on gagne la bagatelle de 115, voire 208 milliards d'Euros...

Mais 115 milliards d'Euros, ce n'est pas rien, voir un équivalent édifant au § 4.9)

4.3.1 – Rapport entre dette publique et PIB

Ceci étant, revenons à un point qui passe souvent inaperçu.

Dans les tableaux de présentation du FMI ou de la BCE, nous l'avons dit, on ne parle le plus souvent que de dettes publiques "en pourcentage du PIB".

Il y a là une belle erreur méthodologique.

Rappelons en effet que le PIB d'une nation est la somme des richesses produites par l'ensemble de la nation en une année, et pas seulement par les services publics. C'est la somme comptable de toutes les valeurs ajoutées des produits échangés et consommés.

Et donc, autant il paraît logique de présenter une dette globale en rapport avec la capacité globale à produire des richesses, autant rapporter la dette publique au PIB est une totale absurdité.

Mais elle entretient l'idée que la dette publique EST la dette de la nation, qu'elle seule compte, et que la dette privée, c'est "privé".

Cela relève d'une entorse méthodologique, d'un détournement du sens des mots, d'une manipulation de l'idée que les gens peuvent se faire de la réalité, et donc d'une escroquerie mentale.

Il en est exactement de même pour les "Balance des Paiements", "Balance des Echanges Extérieurs", "Balance commerciale", etc., qui ne concernent que les comptes de la Nation, et pas ceux des "administrations publiques et de l'Etat".

4.3.2 – Le rôle du Budget

Plus encore que pour la dette globale, tout est fait, tout est dit, pour vous faire croire que, comme ce serait le cas dans une famille, s'il existe une dette, c'est que les services publics coûtent trop cher (argument "de droite"), ou bien que la fiscalité est insuffisante et/ou inadaptée (argument "de gauche").

C'est tellement évident !...

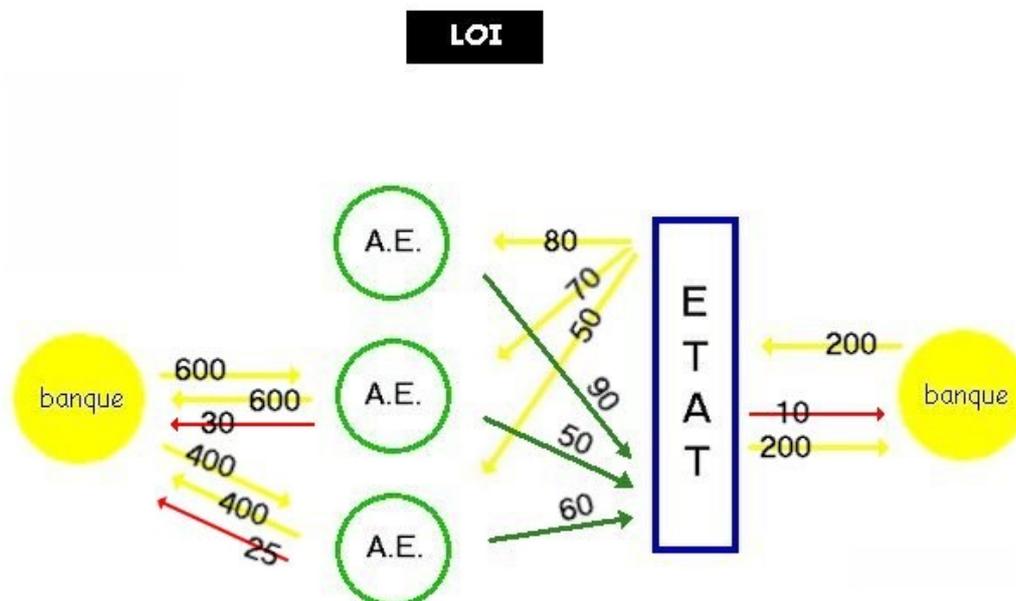
Mais c'est faux.

4.3.2.1 – Des agents économiques pas comme les autres

Contrairement aux autres agents économiques, les administrations ne dépendent absolument pas du "marché". En effet elles dispensent des services, mais leurs ressources dépendent de la Loi fiscale (laquelle repose encore sur le principe général de la non affectation des recettes), ou de la Loi sociale pour les administrations de la sécurité sociale. Autrement dit les autres agents économiques n'ont pas la liberté d'y échapper.

Voyons les conséquences :

En s'inspirant des schémas du § 4.2.4, et en imaginant, par exemple, que le système A représente l'ensemble des agents économiques privés non financiers, et que le système A' représente l'ensemble des administrations publiques, on peut construire les schémas suivants :



Dettes des A.E. = 55

Dettes de l'Etat = 10

Dettes du pays = 55 + 10 = **65**

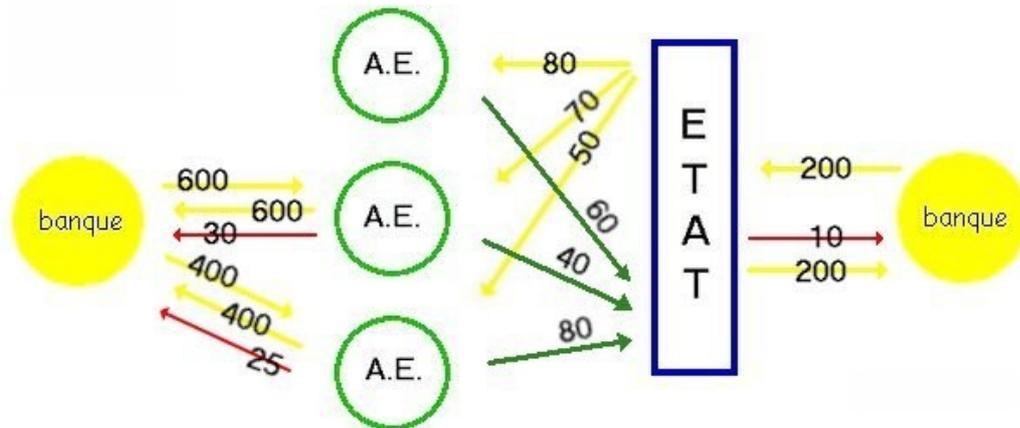
Nous avons ici :

- Un ensemble d'agents économiques privés, qui sont à l'origine de "1000" (600+400) de création monétaire, laquelle implique "55" de dette d'intérêts.
- Une administration (l'Etat), qui est à l'origine de "200" de création monétaire, et donc, une dette d'intérêts de "10".
- L'Etat distribue pour "200" de services publics.
- L'Etat perçoit "200" de rentrées fiscales.

Dans ce cas de figure, l'Etat et les agents économiques privés gardent chacun leurs dettes d'intérêt.

La dette globale est égale à "65".

LOI



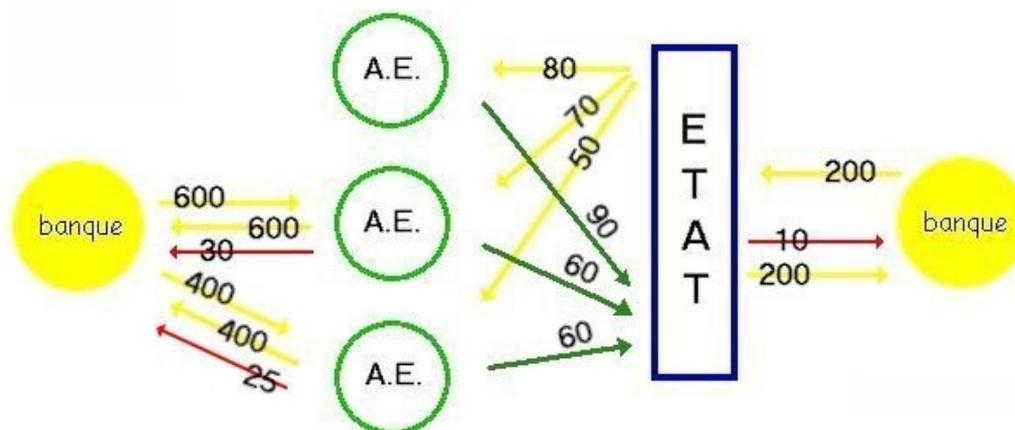
Dette des A.E. = 55 - 20 = 35
 Dette de l'Etat = 10 + 20 = 30
 Dette du pays = 35 + 30 = **65**

La situation est ici un peu différente :

- L'Etat distribue toujours pour "200" de services publics.
- Mais il ne perçoit que "180" de rentrées fiscales.

Dans ce cas de figure, l'Etat prend à sa charge une partie de la dette monétaire des agents économiques privés, laquelle passe de 55 à 35, tandis que celle de l'Etat passe de 10 à 30. La dette globale reste égale à "65".

LOI



Dette des A.E. = 55 + 10 = 65

Dette de l'Etat = 0

Dette du pays = 65 + 0 = **65**

Enfin, dans cette troisième situation :

- L'Etat distribue toujours pour "200" de services publics.
- Mais il perçoit "210" de rentrées fiscales.

Dans ce cas de figure, ce sont au contraire les agents économiques privés qui prennent à leur charge la dette monétaire de l'Etat, laquelle passe de 10 à 0, tandis que celle des agents économiques privés passe de 55 à 65. La dette globale reste toujours inchangée et égale à "65".

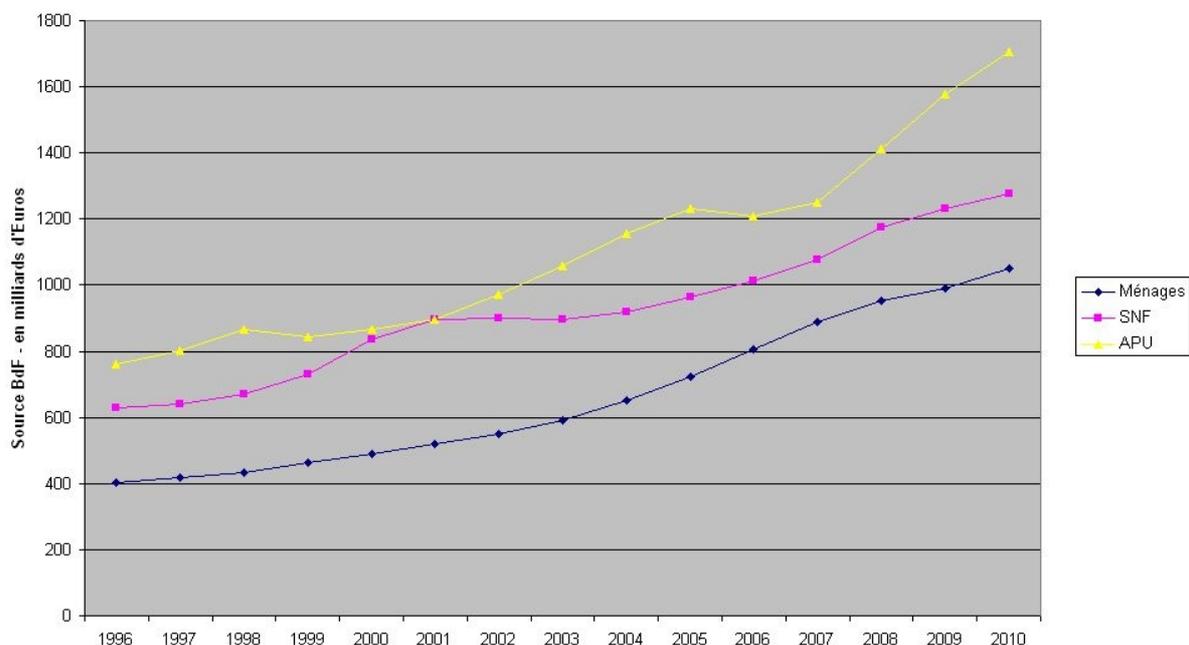
Nous voyons donc, que **l'Etat et les administrations publiques fixent leurs budgets, mais que cela est sans aucune incidence sur la dette globale, laquelle ne dépend que de la création monétaire.**

4.3.2.2 – Dettes publiques et privées évoluent en sens inverse

Nous observons aussi que l'impact des budgets des administrations est de faire varier en sens inverses endettement public et endettement privé.

C'est une donnée que nous retrouvons à l'échelle macroéconomique. En effet les études statistiques nous montrent que l'endettement public et l'endettement privé évoluent dans le temps "en contre-phase". Autrement dit, **si l'endettement public diminue, alors l'endettement privé augmente, et inversement.**

Evolutions comparées des endettements publics et privés



C'est ce que montre le tableau ci-dessus :

Lorsqu'en 1999, l'endettement des administrations publiques a ralenti, cela a été compensé par une augmentation de l'endettement privé. Même chose en 2005-2006.

Au contraire, lorsqu'en 2001-2002 l'endettement privé diminue, alors l'endettement public augmente en proportion.

(Source : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/base-de-donnees.html>)

On observe aussi que les pays qui ont des services publics peu développés, ou bien ceux qui, sous la pression du FMI, ont tout privatisé, ont surtout des dettes privées. C'est en particulier le cas de l'Espagne. Car si la monnaie n'est pas créée ici, il faut bien qu'elle soit créée là...

En mai 2010, le site internet "Rue89" a mis en ligne un article appuyé sur des données statistiques concernant l'Espagne et la Zone Euro. On retrouve évidemment, dans les tableaux présentés, ces évolutions en "contre-phase" des endettements publics et privés.

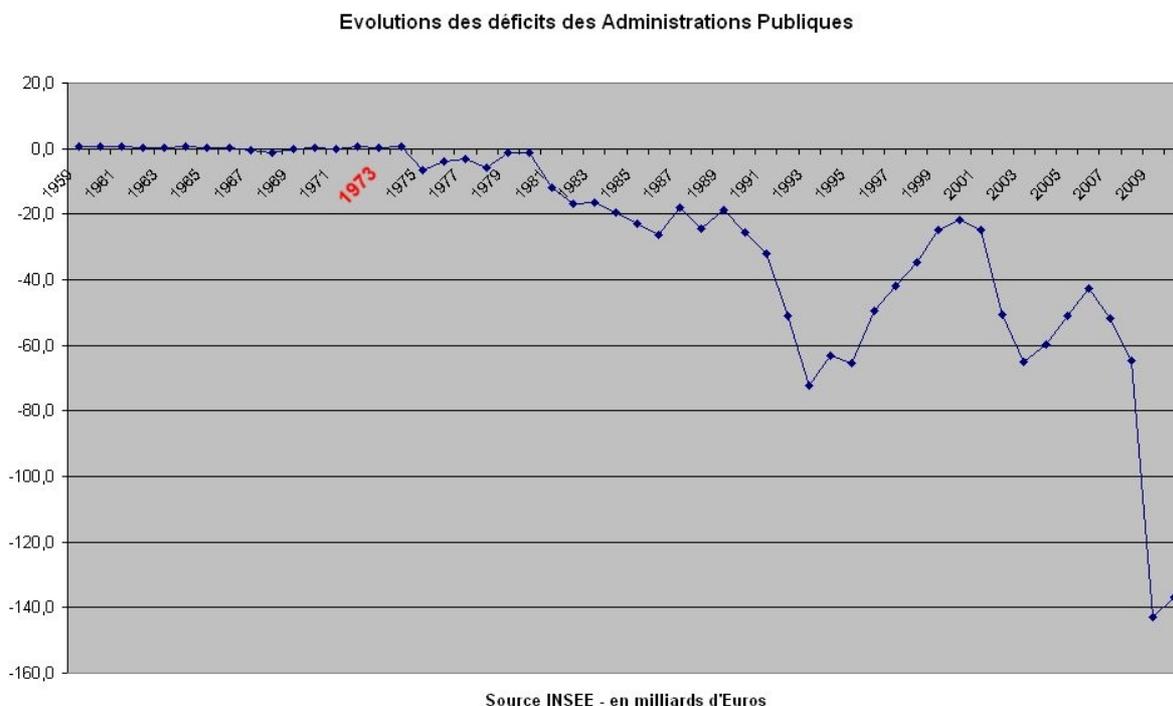
(Source : <http://www.rue89.com/2010/05/10/on-parle-beaucoup-de-la-dette-publique-et-la-dette-privee-alors-150883>)

4.3.2.3 – Rôle des déficits

Malgré ces informations, dont tous les vrais économistes disposent, on continue à nous parler des "déficits" des administrations publiques (Etat, sécurité sociale, etc.)

Sous leur forme comptable, les excédents ou déficits monétaires sont les capacités ou besoins de financement.

Voyons comment leurs évolutions se présente :



Contrairement aux besoins et financement de l'ensemble des agents non financiers (voir § 4.2.3), les administrations publiques sont chroniquement déficitaires.

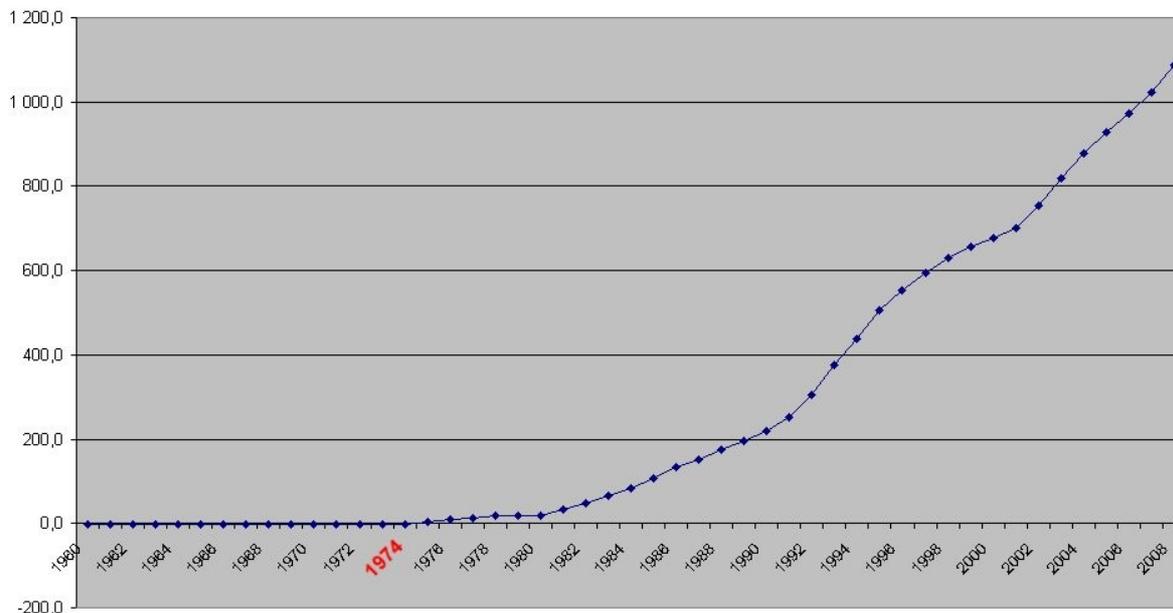
Mais comme pour l'ensemble des agents non financiers, on observe un AVANT 1973 et un APRES 1973.

Pourquoi, soudainement, à partir de 1973, observerait-on un affolement général de l'économie ? Voir à ce propos dans la partie 2, le § 2.7.

Il convient quand même de vérifier si le cumul de ces déficits peut expliquer la dette publique actuelle ?

Un traitement des données de l'INSEE au moyen d'un simple tableur donne un déficit, cumulé de 1959 à 2008, de **1087,8 milliards d'Euros** en 2008, et permet d'obtenir la courbe suivante, que nous avons mis en "positif" pour faciliter les comparaisons :

Cumul des déficits des Administrations Publiques de 1960 à 2008



Source INSEE - en milliards d'Euros

Pour expliquer une dette publique de **1318,6 milliards d'Euros**, le compte n'y est pas tout à fait, mais nous avons un chiffre du même ordre de grandeur qui peut "coller".

C'est d'ailleurs là-dessus que s'appuient nos gouvernants (FMI, BCE, Europe, etc.) ainsi que tous les "experts", pour préconiser la fameuse "règle d'or", laquelle interdirait aux administrations publiques de présenter des budgets en déficit.

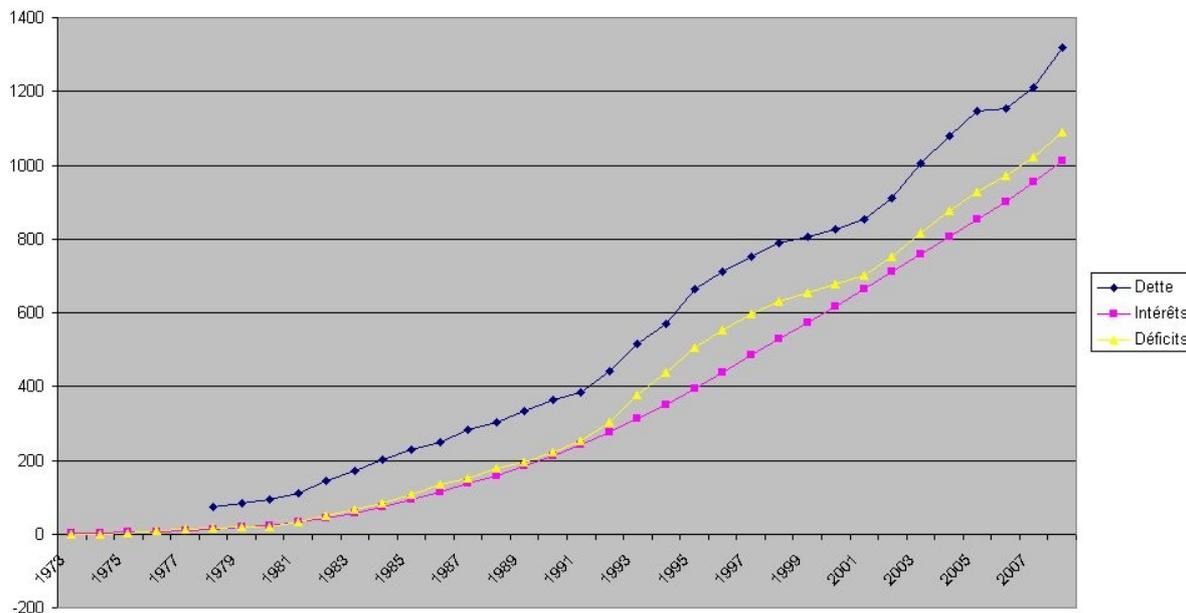
Soit...

4.4 – Les intérêts de la création monétaire et les dettes

L'affaire se complique quand on superpose à cette courbe des déficits cumulés, celle des intérêts payés par les administrations publiques, au titre de la création monétaire, depuis ... 1973.

Fin 2008, le cumul des intérêts payés par les administrations publiques, aux banques privées, au titre de "la dette" s'élevait à **1011,29 milliards d'Euros**.

Administrations Publiques : Dette - Cumul des intérêts payés - Cumul des déficits



Source INSEE - en milliards d'Euros

Plusieurs choses sont ici à souligner :

1. Tout d'abord, si l'on veut bien avoir l'honnêteté de reconnaître que sans la loi Giscard de 1973, les administrations publiques n'auraient aucune charge financière, c'est-à-dire qu'elles n'auraient eu aucun intérêt à payer aux banques, on admettra qu'alors il n'y aurait eu aucun déficit, ou presque. Ceci étant utile à dire, ne serait-ce que pour ne pas inverser cause et conséquence.
2. Secondement, on observe que depuis 1992, les déficits des administrations publiques excèdent les intérêts de la dette, c'est-à-dire de la création monétaire. Si l'on se réfère aux § 4.3.1.1 & 4.3.1.2, cela signifie que depuis cette date, les administrations publiques prennent une partie de la dette privée (intérêts de la création monétaire) à leur charge.
3. Troisièmement, on observe que depuis 1978, c'est-à-dire depuis les premières données disponibles sur la dette publique, il y a un écart relativement constant avec le cumul des déficits. Comment expliquer cela ?

En introduction de cette partie 4, nous vous avons signalé les problèmes posés par les changements de normes et de méthodes dans les présentations statistiques, lesquelles rendent traitements, comparaisons et recoupements quasi impossibles. Il est possible que l'explication soit de cette nature (voir § 4.3).

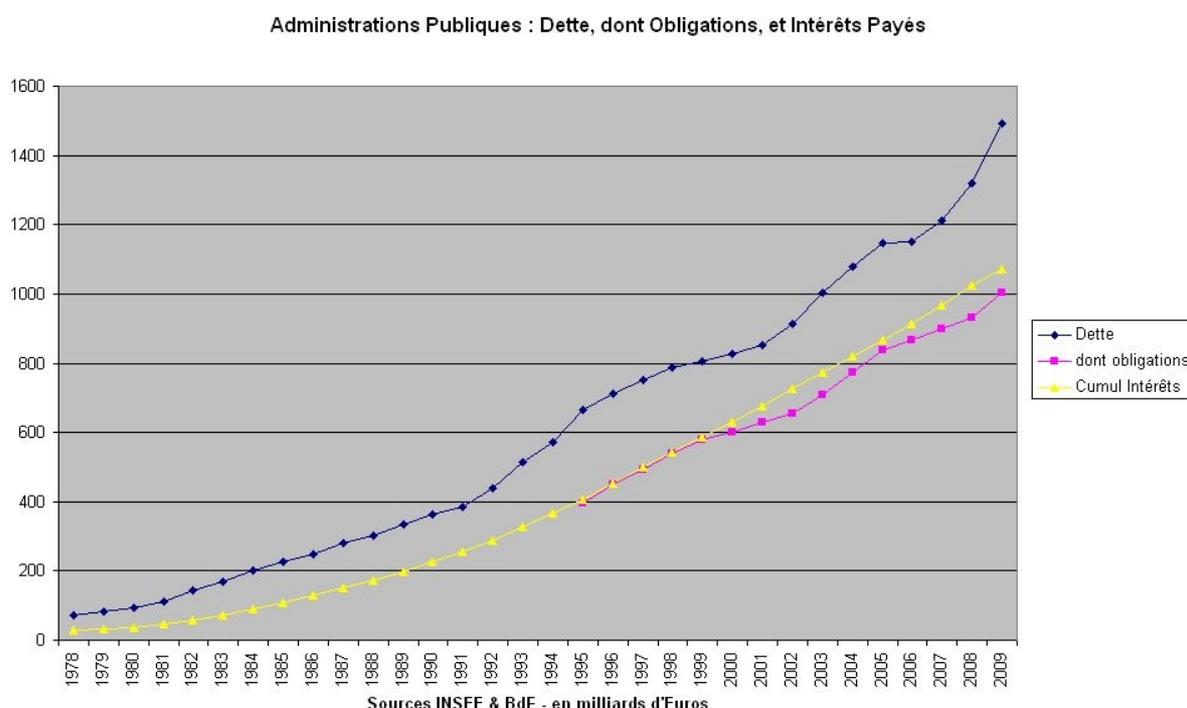
Mais il ne s'agit pas d'escamoter le problème derrière un problème de méthodes. Revenons à nos fondamentaux, c'est-à-dire aux schémas et tableaux des § 4.3.2.1 & 4.3.2.2.

Puisque ici, dans les comptes public, nous observons un endettement réel qui dépasse l'endettement théorique prévu (cumul des intérêts), nous devrions observer l'inverse dans le secteur privé...

Nous verrons ce qu'il en est un peu plus loin (§ 4.4.2)...

4.4.1 – Intérêts et dettes du Secteur Public

Mais d'abords, présentons rapidement les données suivantes :



Ce tableau est en partie le même que le précédent, mais en lieu et place des déficits, nous avons fait apparaître les OAT, ou Obligations à Termes.

Il s'agit d'emprunts particuliers dans la mesure où les remboursements ne se font pas "au fur et à mesure, par échéances, comme dans les crédits que connaissent les ménages, mais "à terme", en une seule fois, à la fin.

Par conséquent s'ils ne génèrent pas tout de suite des intérêts à payer, ils sont bien comptabilisés comme dettes...

On voit que la part des OAT dans la dette des administrations publiques augmente, et qu'elle est passée, d'après un rapport parlementaire, de 18,9% en 1980, à 41,6% en 1997 (et 70,6% en 2008).

(Source : <http://www.senat.fr/rap/r98-413/r98-4132.html>)

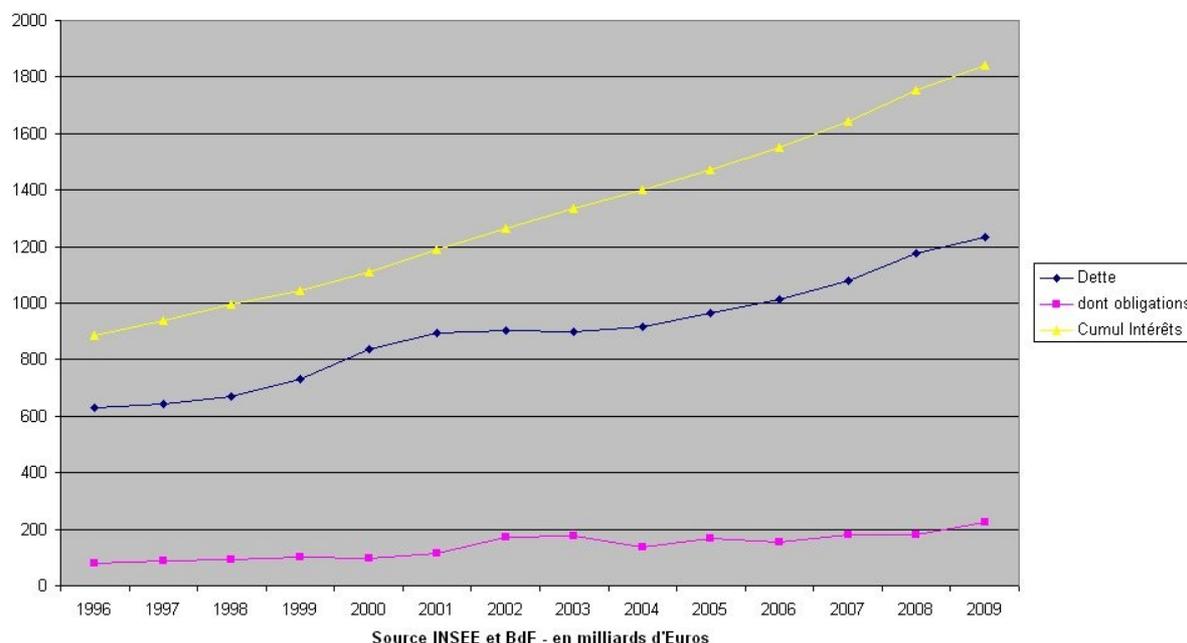
Or les OAT sont vendues sur le "marché obligataire", c'est-à-dire dans le secteur privé. Elles ne correspondent pas à de la création monétaire, laquelle s'est faite en amont, mais à des placements d'argent déjà créé, et provenant de comptes de dépôts. Et en plus, comme nous venons de le dire, le paiement des intérêts est différé.

Les obligations sont donc un des moyens de transfert (couverture) de dettes privées (création monétaire pure) vers (par) les secteurs publics (obligations).

4.4.2 – Intérêts et dettes du Secteur Privé

Symétriquement, dans le secteur privé, nous trouvons évidemment la situation inverse. Nous n'avons retenu ici que les Sociétés Non Financières, pour montrer que ce ne sont pas les ménages qui profitent le plus de cette affaire.

Sociétés Non Financières : Endettement, dont obligations, et cumul des intérêts payés



La dette réelle est très en deçà de la dette théorique.

Les obligations sont un moyen de financement des entreprises qui reste marginal. La plus grosse partie provient de crédits à courts, moyens et longs termes, c'est-à-dire à de la création monétaire pure.

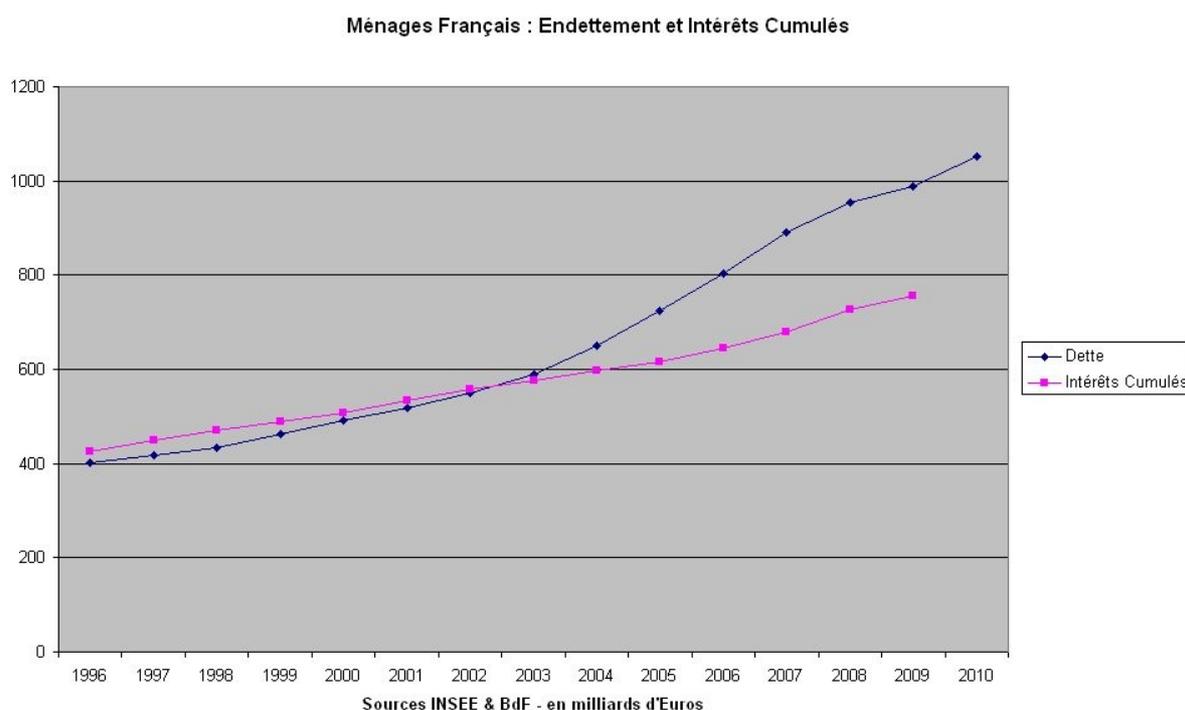
Lorsque l'on considère l'ensemble des Agents Non Financiers (ménages, administrations publiques, et sociétés non financières), on constate que l'endettement réel correspond à l'endettement théorique prévu, c'est-à-dire au cumul des intérêts du fait de la création monétaire (voir le § 4.2.6).

Si l'on ne considère que les administrations publiques, alors l'endettement est supérieur à l'endettement théorique. Tandis que si l'on considère les Sociétés Non Financières privées, c'est le contraire.

Tout cela est une confirmation, par les données macroéconomiques, de nos modélisations à petite échelle présentées au § 4.2.4.

4.4.3 – Intérêts et dettes des ménages

Qu'en est-il des ménages ? Quel est le rapport, pour les ménages français, entre l'endettement théorique prévu par nos modélisations de la création monétaire, et l'endettement réel ?



Le tableau ci-dessus indique une situation intermédiaire aux Administrations Publiques et aux Sociétés Non Financières, mais avec une rupture nette depuis 2003.

Pour bien comprendre ce qu'il se passe, il faut avoir en mémoire les schémas des § 4.2.4. Certains agents économiques bénéficient d'un transfert d'une partie de la charge de leur dette vers d'autres agents économiques. Cela résulte de déséquilibres des échanges économiques, par exemple entre ce que les ménages reçoivent des entreprises (salaires), et ce que les

entreprises reçoivent des ménages (clientèle), entre ce que les entreprises reçoivent des administrations (services) et ce que les administrations reçoivent des entreprises (impôts), etc..

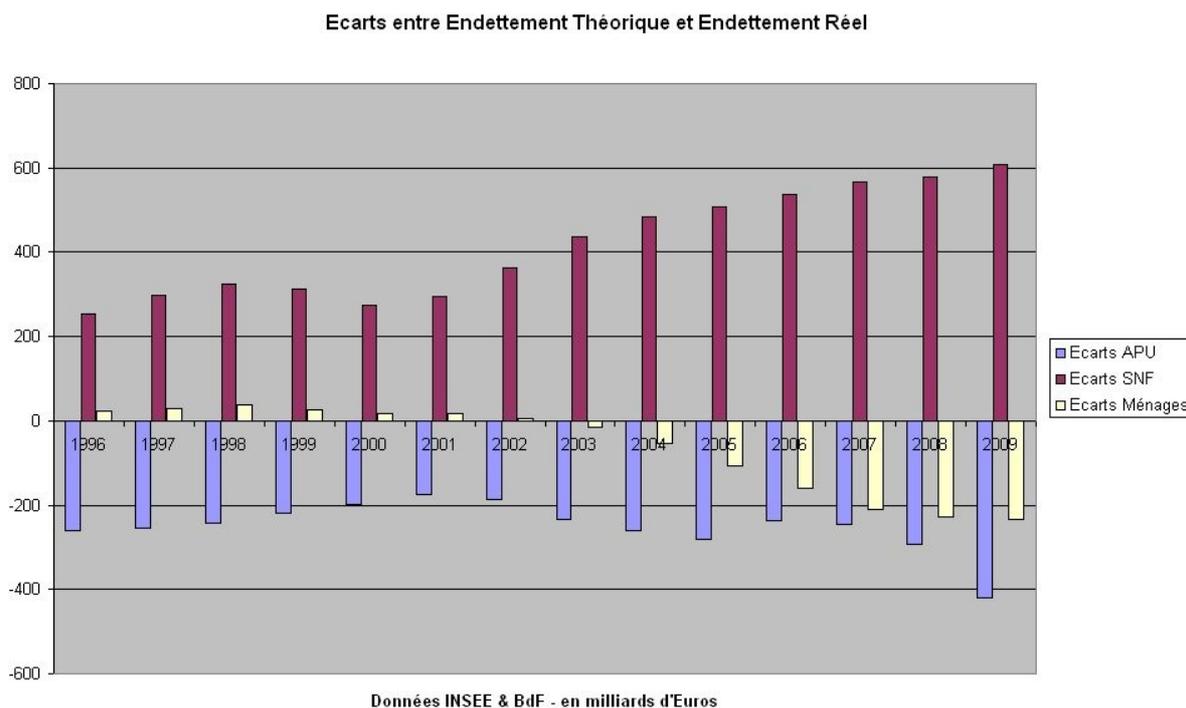
Nous avons retraité toutes les données précédentes, et, sans les modifier, nous avons calculé, pour chaque catégorie d'Agents Non Financiers (APU, Sociétés Non Financières, et Ménages), les écarts entre les cumuls des intérêts payés et la dette réelle, soit

Écart = [Cumul des Intérêts payés] – [Dette réelle].

Le Cumul des Intérêts payés étant pour nous la "Dette Théorique".

Un écart positif signifie que l'agent économique bénéficie d'un apport en monnaie, qui diminue son endettement, mais au détriment des autres agents.

Au contraire, un écart négatif signifie que l'agent économique subit une sortie de monnaie qui aggrave son endettement.



Le tableau ci-dessus montre clairement, que jusqu'en 2003, les Administrations Publiques prenaient à leur charge une partie de la charge de la dette des Entreprises Non Financière privées, et, dans une bien moindre mesure, des Ménages.

A partir de 2003, la nouveauté c'est que les ménages sont également sollicités, et contribuent de plus en plus à la charge de la dette des Sociétés Non Financières privées.

Le lecteur un peu perdu, pourrait penser que nous enfonçons des portes ouvertes en "démontrant" que les multinationales pillent les Administrations Publiques et les Ménages.

Rappelons donc que :

- Nous ne parlons, dans le présent document, "QUE" de création monétaire,
- mais nous démontrons que sans les intérêts dus à ce titre, il n'y aurait aucune "Dette Théorique",
- et que les dettes réelles seraient homéopathiques.

D'autre part, rappelons aussi, que ces écarts constatés, même s'ils sont certainement dommageables, ne nous intéressent ici qu'en tant que manifestation d'une mise en concurrence des agents économiques, du seul fait de la technique d'émission monétaire.

Nous disions plus haut, que lorsqu'un "système" (pays, secteur économique, groupe d'agents économique, etc.) trouve un avantage en pillant le voisin, il "tue", d'une certaine manière, "la poule aux œufs d'or". En réalité les voisins réagissent vite et les choses se renversent souvent, et rapidement. C'est ce que traduisent les courbes des tableaux présentés aux § 4.2.3 & 4.3.2.3.

Les courbes présentées dans le tableau du § 4.3.2.2, présentent une périodicité d'environ 10 ans. Cette même périodicité est observée dans les statistiques des autres pays. Pour en avoir confirmation, il faudrait pouvoir étudier des séries statistiques plus longues.

Quoiqu'il en soit, rappelons, pour en terminer avec ce sujet, que nous étudions des fluctuations que nous analysons comme des reports d'endettements de groupes d'agents économiques sur d'autres groupes d'agents économiques. Mais que ces fluctuations, même si elles ne sont pas à négliger, ne sont que des épiphénomènes, des conséquences, et non des causes. Elles ne changent rien du tout à l'endettement global, qui, dans le cas des situations étudiées, était, fin 2010, de **4 032,5 milliards d'Euros**.

Le "colosse aux pieds d'argiles" de notre système monétaire est fait de cette accumulation de dette, et non des circulations et fluctuations internes qui l'animent encore.

Aparté : Le 26 décembre 2011, le site internet "Romandie News" a publié une dépêche d'une agence de presse internationale :
Tokyo (awp/afp) - Le gouvernement japonais a approuvé samedi un budget de 90'334 milliards de yens (885 milliards d'euros) pour l'année d'avril 2012 à mars 2013, financé pour une part record, de 49%, par l'émission de nouvelles obligations d'Etat, les recettes fiscales étant insuffisantes.

(suite de la dépêche à lire sur le site :

http://www.romandie.com/news/n/Japon_le_gouvernement_valide_un_budget_2012_13_couvert_a_49_par_emprunts261220111212.asp)

4.5 – Où se cache le Diable ?

Tout cela est édifiant, mais nous devons demeurer synthétiques pour être efficaces.

En fin de comptes l'objectif de cette présentation est de cerner, avec la meilleure précision, le cœur du problème de l'endettement généralisé.

Nous vous avons dit et répété que toutes ces dettes n'étaient que contreparties des masses monétaires circulantes.

Cela est tellement vrai que si un projet utopique et fou donnait aux habitants de la planète l'objectif radical de rembourser TOUTES les dettes, sans en oublier aucune ni en créer de nouvelles, et si les habitants s'attelaient efficacement à la tâche, il n'y aurait plus un seul Euro, plus un seul Dollar, plus aucun Yen, plus aucune monnaie d'aucune sorte en circulation. Il resterait comme monnaie quelques "cauris" africains, quelques plumes amérindiennes, et quelques stocks d'or et d'argent ici ou là.

La caractéristique principale, et redoutable, de cette accumulation de dettes, c'est qu'elle suit et accompagne, la croissance exponentielle de la masse monétaire.

La question est donc : Quelles conditions doivent être réunies pour que la masse monétaire augmente de façon exponentielle ?

4.5.1 – Croissance exponentielle = Danger !

Mais avant de répondre à cette question, il convient de faire remarquer que dans la nature, AUCUN phénomène ne peut suivre une progression géométrique (ou croissance exponentielle), sans conduire à un effondrement ou une explosion, les deux étant finalement également destructeurs.

Une croissance exponentielle est obtenue chaque fois que, dans une série, on obtient un nombre en multipliant le précédent par "1 virgule quelque chose".

Par exemple : [période N+1] = [période N] * 1,1

Cette progression correspond à une croissance de 10%.

Un taux de natalité de 2,1 enfants par femme correspond à un taux de natalité de 1,05 enfants par personne, et donc à une croissance exponentielle de la population selon une progression géométrique de 1,05. Donc une augmentation de la population de **5% par génération**. C'est peu n'est-ce pas ?

C'est tellement peu qu'à partir de 2 individus seulement, après 500 générations, soit, au rythme de 5 générations par siècle, 100 siècles (10000 ans), on obtiendrait une population de 75000000000 individus environ, c'est-à-dire de quoi peupler **5 planètes** avec **15 milliards** d'habitants chacune. Mais, pour que vous mesuriez bien le problème, après 1000 générations, soit 20000 ans (le double de temps), ce serait ... **196 milliards de planètes** avec 15 milliards d'habitants chacune.

Là vous vous dites certainement : "ils sont fous".

En attendant, il est question, dans cet exemple d'un taux de croissance de seulement 5% par génération, c'est-à-dire tous les 20 ans (pour simplifier).

Songez qu'en matière de croissance économique, on vous parle de 2 à 10% **par an !...**

Qu'il s'agisse, donc, d'éclosions de larves de sauterelles, de développement de bactéries, de décomposition d'atomes dans la fission nucléaire, la nature sanctionne toute croissance exponentielle par une destruction massive.

Notez qu'en matière économique il en est exactement de même, ce dont vous avez eu quelques aperçus dans les parties **1** et **2** du présent document.

Qui sont donc les fous ? – Ceux qui vous disent : "Sans la croissance tout va mal" – Ou ceux qui vous disent : "Attention, la croissance peut être le pire problème..."

Revenons à nos deux moutons : La dette et la monnaie.

Qu'est-ce qui contribue, dans notre système de création monétaire, à donner une croissance exponentielle à la Masse Monétaire ?

Deux causes se conjuguent pour cela.

4.5.2 – Rôle du taux d'intérêt

Nous avons déjà évoqué indirectement le problème au § **2.4.5.1**, à propos des motifs de la création de la FED aux USA.

Imaginons qu'une banque crée de la monnaie pour un collectif, dans les conditions suivantes :

- La première année, au 1^{er} janvier, le collectif emprunte la masse monétaire qui lui est nécessaire ;

- Au 31 décembre de cette première année, le collectif rend toute la monnaie à la banque ;
- Au 1^{er} janvier de la seconde année, le collectif emprunte la masse monétaire qui lui est nécessaire, plus les intérêts dus au titre de l'année précédente ;
- Au 1^{er} janvier de la seconde année, le collectif paie les intérêts dus au titre de l'année précédente ;
- Il reste donc au collectif le montant de la masse monétaire nécessaire, qu'il rend à la banque le 31 décembre de la seconde année ;
- Et ainsi de suite...

La masse monétaire reste absolument constante dans le temps et égale à "1" (1 milliard, si vous voulez). Le taux d'intérêt est également constant, raisonnable, et égal à 2,5%.

Cela permet de calculer l'intérêt pour une année seulement, et pour la totalité de la somme empruntée, sans quoi nous devrions avoir recours à des formules financières complexes, pour un même résultat.

Cela donne le tableau suivant :

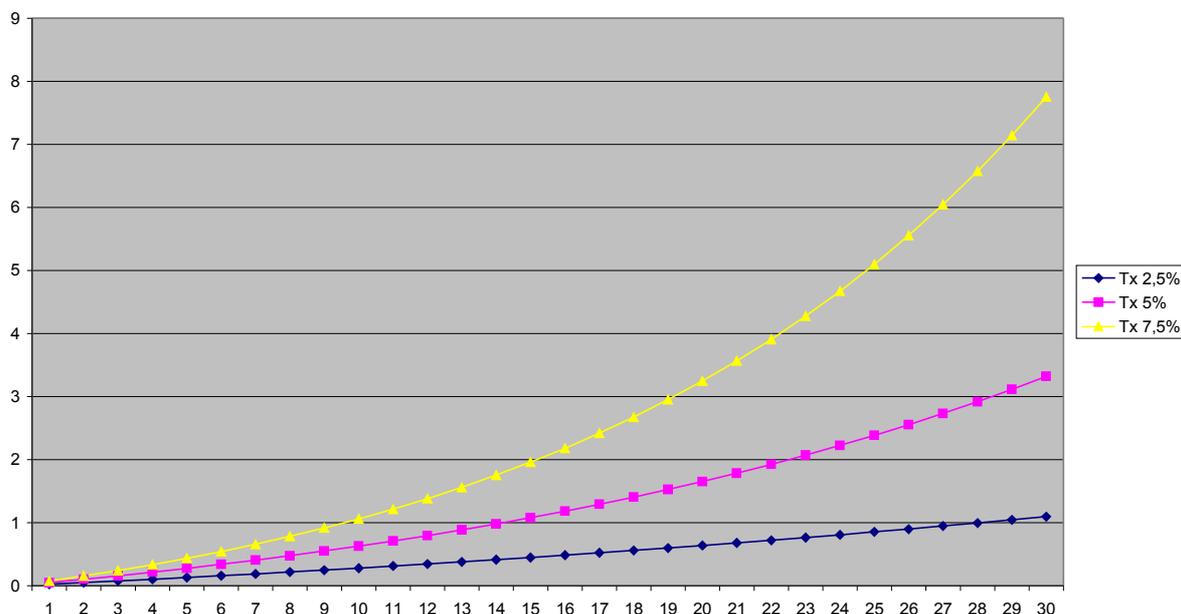
Croissance de la dette avec une Masse Monétaire constante et un taux d'intérêt de 2,5%

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
		(2) = (7)	(3) = (1) - (2)	(4) = (1) * 2,5%	(5) = (1) + (4)	(6) = (3)	(7) = (5) - (6)
Années	K emprunté début année N	Intérêts N-1 remboursés début année N	Masse Monétaire disponible en N	Intérêts sur K emprunté en début d'année N	Dette résultant de l'emprunt de début d'année N	Remboursement K en fin d'année N	Dette restante cumulée
1	1,000	0,000	1,000	0,025	1,025	1,000	0,025
2	1,025	0,025	1,000	0,026	1,051	1,000	0,051
3	1,051	0,051	1,000	0,026	1,077	1,000	0,077
4	1,077	0,077	1,000	0,027	1,104	1,000	0,104
5	1,104	0,104	1,000	0,028	1,131	1,000	0,131
-	-	-	-	-	-	-	-
24	1,765	0,765	1,000	0,044	1,809	1,000	0,809
25	1,809	0,809	1,000	0,045	1,854	1,000	0,854
26	1,854	0,854	1,000	0,046	1,900	1,000	0,900
27	1,900	0,900	1,000	0,048	1,948	1,000	0,948
28	1,948	0,948	1,000	0,049	1,996	1,000	0,996
29	1,996	0,996	1,000	0,050	2,046	1,000	1,046
30	2,046	1,046	1,000	0,051	2,098	1,000	1,098

A la 29^{ème} année, avec un taux d'intérêt de 2,5% seulement, le collectif serait obligé d'emprunter le double de ses besoins, et la masse monétaire circulante deviendrait insuffisante pour solder la dette cumulée, désormais impossible à rembourser en totalité, même si le collectif renonçait à toute monnaie.

La courbe de la dette suit une croissance exponentielle bien connue :

Progression de la Dette cumulée en fonction du Taux d'intérêt d'émission de la monnaie (Masse monétaire constante)



Le problème est déjà bien épineux comme ça, mais en réalité il l'est davantage encore. En effet, nous avons vu au § 4.2.4, que cette pression des intérêts qui s'accroissent en dette, induit DEUX comportements :

- Le premier consiste à tenter de piller le voisin, nous en avons longuement parlé ;
- Le second consiste à sur-emprunter, dans l'idée qu'avec tout nouvel apport de monnaie, chacun augmente ses chances de rembourser ses propres dettes, ce qui n'est pas faux...

Et en sur-empruntant, la masse monétaire augmente...

4.5.2 – Rôle de l'augmentation de la Masse Monétaire

Il y a plusieurs facteurs qui peuvent concourir à la croissance de la Masse Monétaire. Le premier qui vient à l'esprit est la simple croissance démographique. Mais aucun selon nous n'est une fatalité incontournable. Un débat sur le sujet serait certainement intéressant, mais nous sortirions de notre étude.

Nous allons donc nous borner à considérer la croissance de la Masse Monétaire dans son rapport avec la technique de la création monétaire elle-même.

Le tableau ci-dessous est fourni par l'INSEE, il indique les croissances, en pourcentage, des Masses Monétaires, d'une année sur l'autre.

(Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08243)

Principaux indicateurs monétaires et financiers en France et dans la zone euro				
	taux de croissance de décembre à décembre en %			
	2006	2007	2008 (r)	2009
M1				
Zone euro (1)	7,6	4,0	3,4	12,4
France (contribution)	7,4	6,0	0,1	6,6
M2				
Zone euro (1)	9,4	10,2	8,3	1,6
France (contribution)	8,4	13,9	8,1	0
M3				
Zone euro (1)	9,9	11,6	7,6	-0,3
France (contribution)	10,7	15,7	5,3	-4,1
Crédits au secteur privé				
Zone euro (1)	10,8	11,2	5,7	-0,2
France (2)	12,7	14,9	7,0	-0,6
r : données révisées.				
(1) : données corrigées des effets saisonniers et calendaires.				
(2) : crédits consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant en France aux résidents de la zone euro hors IFM et hors administration centrale.				
Champ : France.				
Source : Banque de France.				

Ces chiffres sont proprement affolants : jusqu'à 15,7% d'augmentation de la Masse M3, pour la France, de décembre 2006 à décembre 2007.

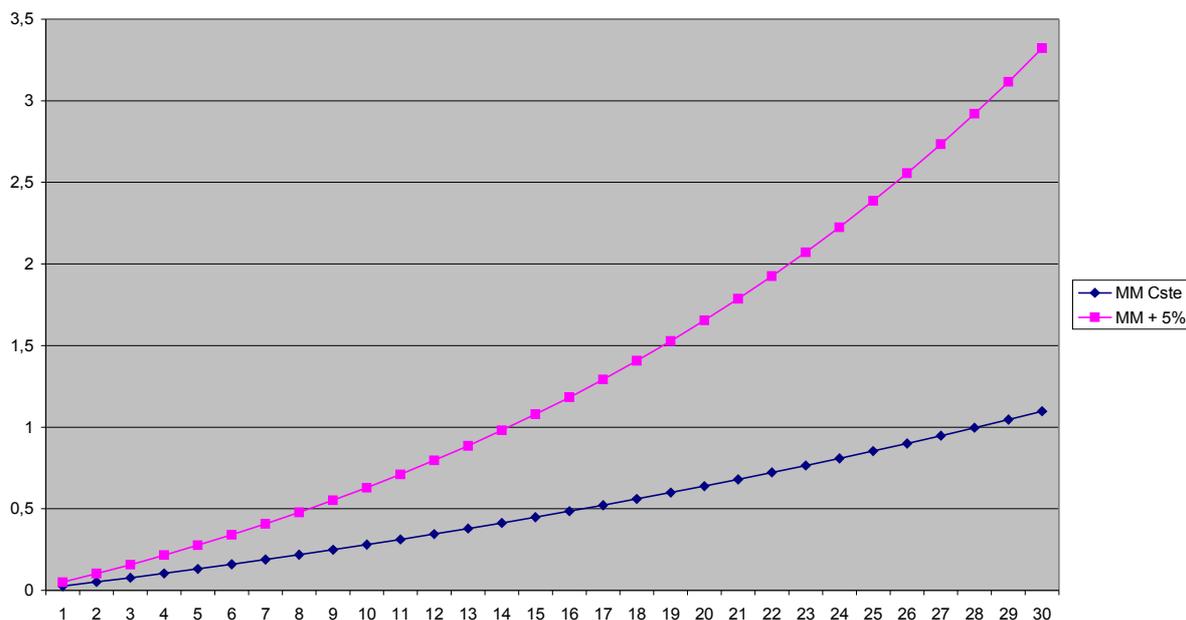
Sur de très longues périodes, les Masses Monétaires augmentent en moyenne de 2 à 10% par an.

Si nous appliquons un taux de croissance de la Masse Monétaire de 5% à nos simulations précédentes, le montant de la dette augmente 3 fois plus vite.

Nous voyons donc, que l'existence même d'un quelconque taux d'intérêt à l'émission monétaire :

- Crée une dette impossible à rembourser collectivement (quoique fassent les agents économiques) ;
- Pousse à la croissance de la masse monétaire ;
- Et que cette croissance de la Masse Monétaire aggrave considérablement le problème.

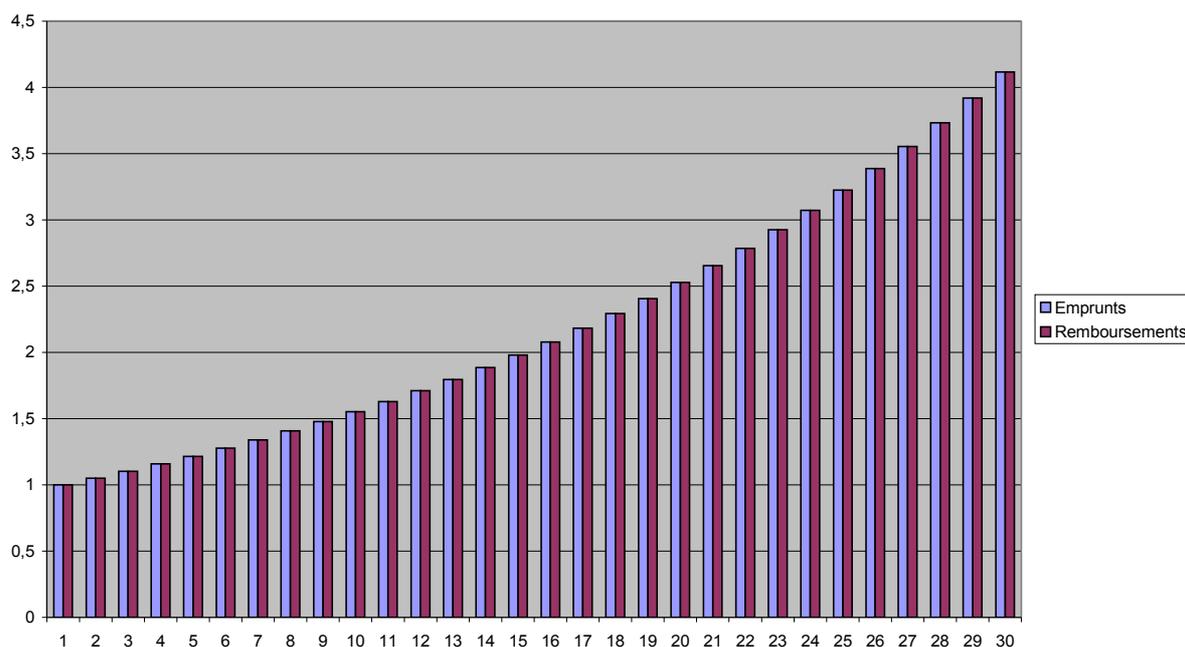
Croissance de la Dette cumulée, avec un Taux d'intérêt de 2,5% et une Masse Monétaire constante ou en progression de 5% par an



Enfin, et pour que notre démonstration soit convaincante, que se passe-t-il si la Masse Monétaire augmente, mais avec un taux d'intérêt à l'émission égal à zéro ?

Eh bien, c'est très simple : Chaque année, le capital emprunté, et mis en circulation, permet de rembourser la totalité de la dette résultante. Cela est la simple et logique conséquence du fait que dans les contrats de prêt, le montant de la monnaie mise en circulation, correspond au centime près à la dette acceptée. Il n'y a donc formation d'aucun cumul de dette impossible à rembourser.

Masse Monétaire en Croissance de 5% par an et Taux d'intérêt Nul : Emprunts et Remboursements



Reste le problème, non négligeable, des causes "non monétaires" de la croissance exponentielle de la Masse Monétaire, mais ce n'est pas ici le sujet.

4.6 – Et le PIB dans tout ça ?

Nous vous demandons de vous reporter au § 2.4.5.1, et d'y être particulièrement attentif. Il contient certes des chiffres qui peuvent saturer les non matheux, mais ce qui y est expliqué et démontré est de toute première importance.

4.6.1 – La part de PIB prélevée par les Banque

Le tableau ci-dessous est encore une simulation construite à partir des mêmes hypothèses (voir § 4.5.2).

Mais nous avons introduit un peu plus de "réalisme", en retenant les données suivantes :

- PIB de départ égal à la moitié de la Masse Monétaire totale "empruntée" (En 2010, le PIB de la France était de 1 932,8 milliards d'Euros, et sa dette globale, c'est-à-dire M3 plus les crédits à plus longs termes, était de 4 032,6 milliards d'Euros) ;
- Taux d'intérêt à l'émission de la monnaie de 3,5% (c'est le taux d'émission des emprunts d'Etat actuels, mais en réalité la plus grosse partie de la masse monétaire est mise en circulation par le secteur privé à des taux bien plus élevés) ;

- Croissance du PIB de 2% par an (la moyenne des 10 dernières années selon l'INSEE est de 2,1%
(Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&id=159)) ;
- Croissance de la Masse Monétaire de 6% (pour la France, la moyenne de l'augmentation de M3, de 2006 à 2009, est de 6,9% par an (voir tableau du § 4.5.2) ; et de 1997 à 2005 elle est de 6,1%
(Source : <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres.action?codeGroupe=417>) ; soit une moyenne pondérée de 6,35%).

Part du PIB collectée par les banques du fait de l'intérêt payé au titre de la création monétaire									
Taux d'Intérêt = 3,5%, Croissance du PIB = + 2%, Croissance de la Masse Monétaire = + 6%.									
	(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
			(2) = (7)	(3) = (1) - (2)	(4) = (1) * 3,5%	(5) = (1) + (4)	(6) = (3)	(7) = (5) - (6)	(2) / (0)
Années	PIB	K emprunté début année N	Intérêts N-1 remboursés début année N	Masse Monétaire disponible en N	Intérêts sur K emprunté en début d'année N	Dette résultant de l'emprunt de début d'année N	Remboursement K en fin d'année N	Dette restante cumulée	Rapport intérêt collecté par les banques sur PIB
1	0,50	1,00	0,00	1,00	0,04	1,04	1,00	0,03	0,00%
2	0,51	1,10	0,03	1,06	0,04	1,13	1,06	0,07	6,86%
3	0,52	1,20	0,07	1,12	0,04	1,24	1,12	0,12	14,10%
4	0,53	1,31	0,12	1,19	0,05	1,35	1,19	0,16	21,71%
5	0,54	1,42	0,16	1,26	0,05	1,47	1,26	0,21	29,74%
6	0,55	1,55	0,21	1,34	0,05	1,60	1,34	0,26	38,18%
7	0,56	1,68	0,26	1,42	0,06	1,74	1,42	0,32	47,06%
8	0,57	1,83	0,32	1,50	0,06	1,89	1,50	0,39	56,39%
9	0,59	1,98	0,39	1,59	0,07	2,05	1,59	0,46	66,21%
10	0,60	2,15	0,46	1,69	0,08	2,22	1,69	0,53	76,52%
11	0,61	2,32	0,53	1,79	0,08	2,40	1,79	0,61	87,34%
12	0,62	2,51	0,61	1,90	0,09	2,60	1,90	0,70	98,71%

Ce tableau démontre, que lorsque la croissance de la Masse Monétaire est supérieure à la croissance du PIB de 4% seulement, les intérêts versés aux banques (colonne 2) absorbent la totalité des richesses produites par la nation (colonne 0) en 12 périodes annuelles seulement... tout en laissant aux agents économiques qui auront produit ces richesses, une dette dont le montant sera encore supérieur (colonne 7).

Vous conviendrez, que "au train où vont les choses", elles n'iront pas très loin.

Evidemment l'urgence, la priorité de nos chers dirigeants, n'étant pas de remettre en question ce système de création monétaire, ils n'ont qu'une seule solution en tête : Ramener le plus vite possible la croissance de la Masse Monétaire en dessous de celle du PIB, et cela en réduisant de manière drastique toute dépense financée par de la création monétaire.

Le premier problème qui se pose à eux, est que, ce faisant, toujours sans remettre en question le système de création monétaire, ils tirent aussi le PIB vers le bas, puisque lorsque les robinets du crédit se ferment, le PIB chute.

Aparté : Un très bel exemple a été donné entre Noël et le Jour de l'An 2011, où les chaînes de radio informaient les auditeurs, qu'une société européenne de raffinage de pétrole, basée en Suisse, Pétroplus, ne pouvait plus acheter de brut, faute de crédits, et que trois de ses raffineries devraient donc cesser de produire. Evidemment les gouvernements français et suisse ont immédiatement annoncé que les banques feraient le nécessaire...

Le second problème qui se pose alors à ces experts, est que ça ne change absolument rien, ou si peu. En effet, avec un PIB qui augmente de 2% par an, et une Masse Monétaire qui n'augmenterait que de 1% par an, avec un taux d'intérêt de 3,5%, les banques récupèrent la totalité du PIB au bout de 15 périodes annuelles au lieu de 12...

Vous pouvez penser que ces simulations sont farfelues. C'est un fait qu'elles sont "impossibles". Non pas parce qu'elles sont fausses, mais parce que ces évolutions insupportables sont compensées par des micro-effondrements, classiquement représentés en statistiques par des variations cycliques (les courbes ondulent).

Voyons ce que nous disent les données macroéconomiques réelles :

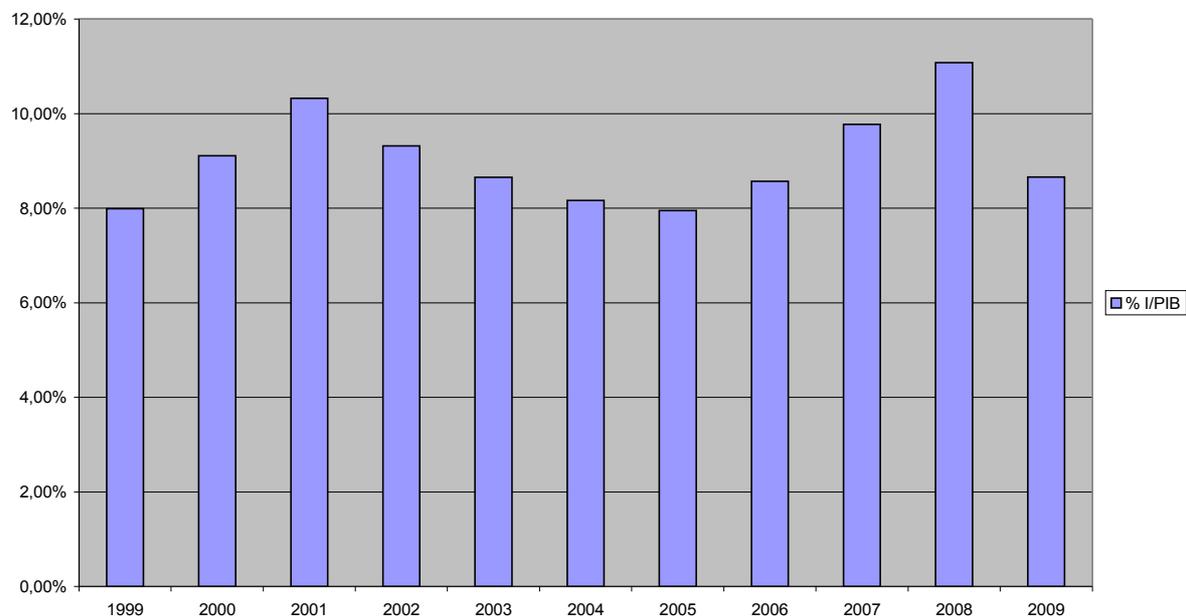
	INTERETS	PIB	
	ANF	PIB (VA)	PIB (N-1)-(N)
1999	109,222	1367,005	45,901
2000	131,147	1439,603	72,598
2001	154,452	1495,553	55,950
2002	143,782	1542,928	47,374
2003	137,389	1587,902	44,975
2004	135,125	1655,571	67,669
2005	136,594	1718,047	62,476
2006	154,076	1798,115	80,068
2007	184,450	1886,792	88,677
2008	214,137	1933,195	46,403
2009	163,635	1889,231	-43,964
source INSEE & BdF - en milliards d'Euros			

La première colonne nous indique, le montant, en milliards d'Euros, des intérêts payés annuellement par les Agents Non Financiers (ANF). La seconde colonne indique le PIB, en milliards d'Euros (VA = Valeur). La troisième colonne indique la différence (augmentation ou diminution) du PIB d'une année sur l'autre. Vous constatez que les intérêts payés dépassent le surplus de PIB produit chaque année.

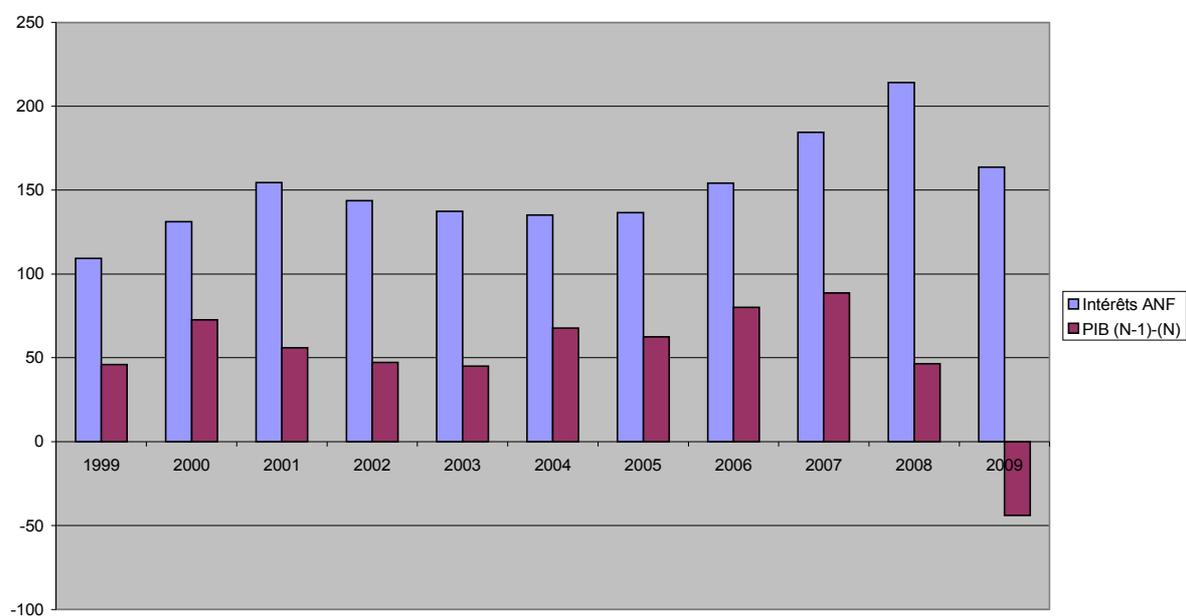
(Sources : <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres.action?codeGroupe=1198>
<http://www.insee.fr/fr/ffc/figure/NATTEF08113.xls>)

Les Tableaux suivants nous donnent les rapports, en pourcentage, des intérêts payés par les ANF sur le PIB, puis sur la Variation de PIB d'une année sur l'autre :

Rapport (en %) du total des intérêts payés annuellement par les ANF au titre de la dette globale sur PIB

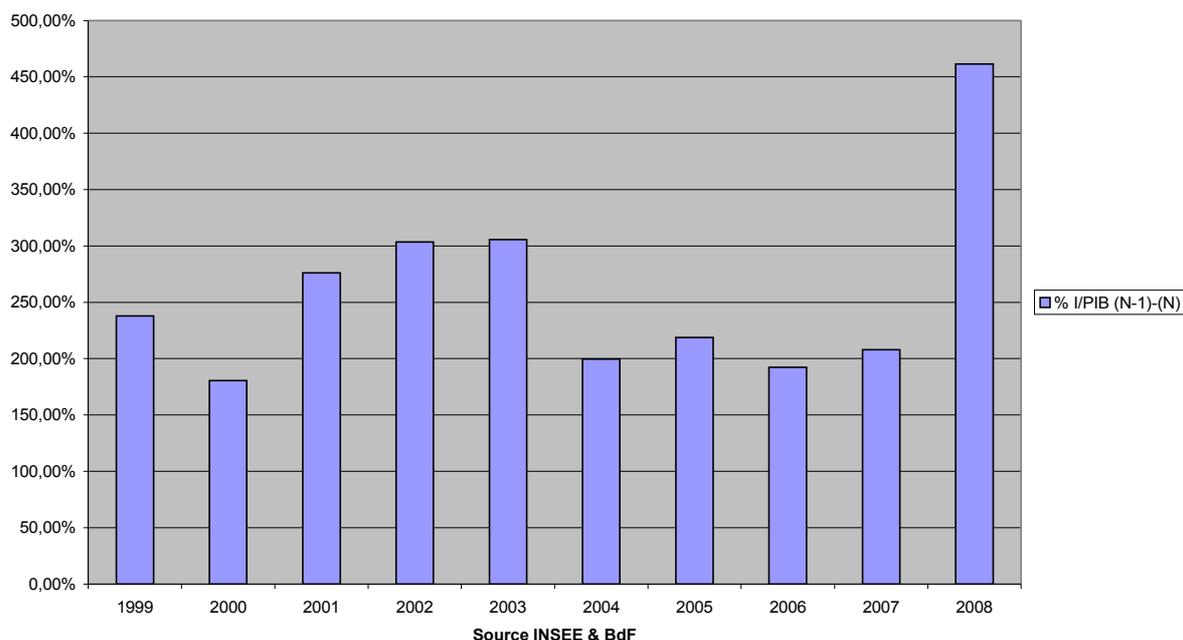


Comparaison des Intérêts payés annuellement par les ANF à l'augmentation annuelle du PIB



Source INSEE & BdF - en milliards d'Euros

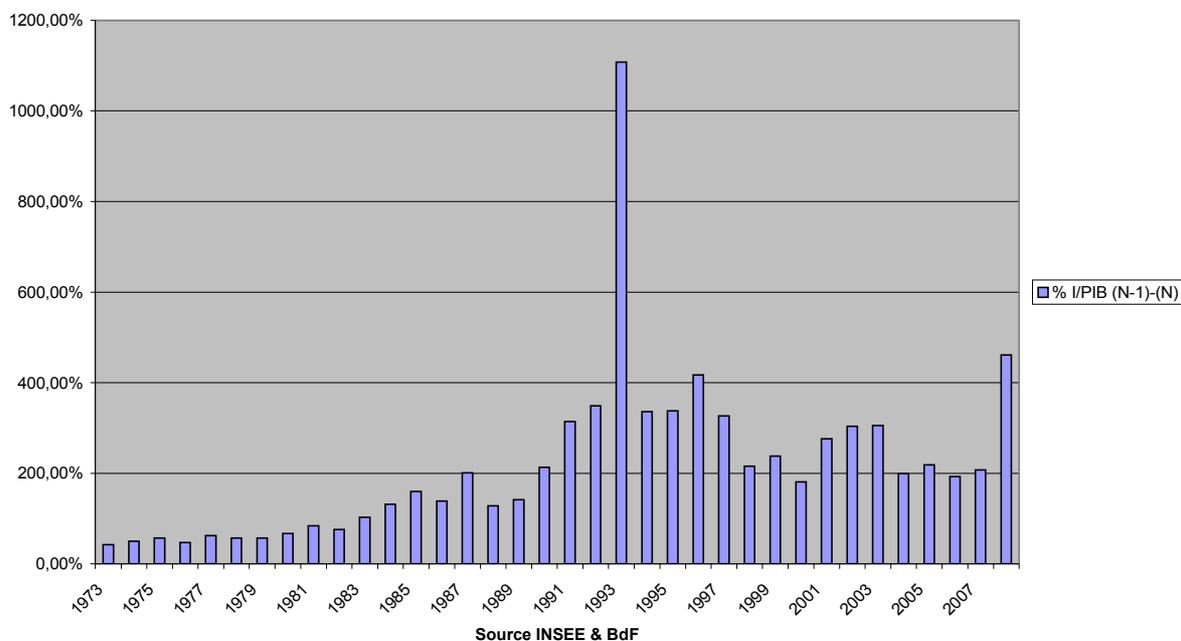
Rapport (en %) du montant des intérêts payés aux banques sur l'augmentation annuelle du PIB



L'année 2009 ne peut pas être prise en compte sur ce dernier tableau, car le PIB a diminué. Ce qui donne comme valeur du pourcentage la valeur [infini].

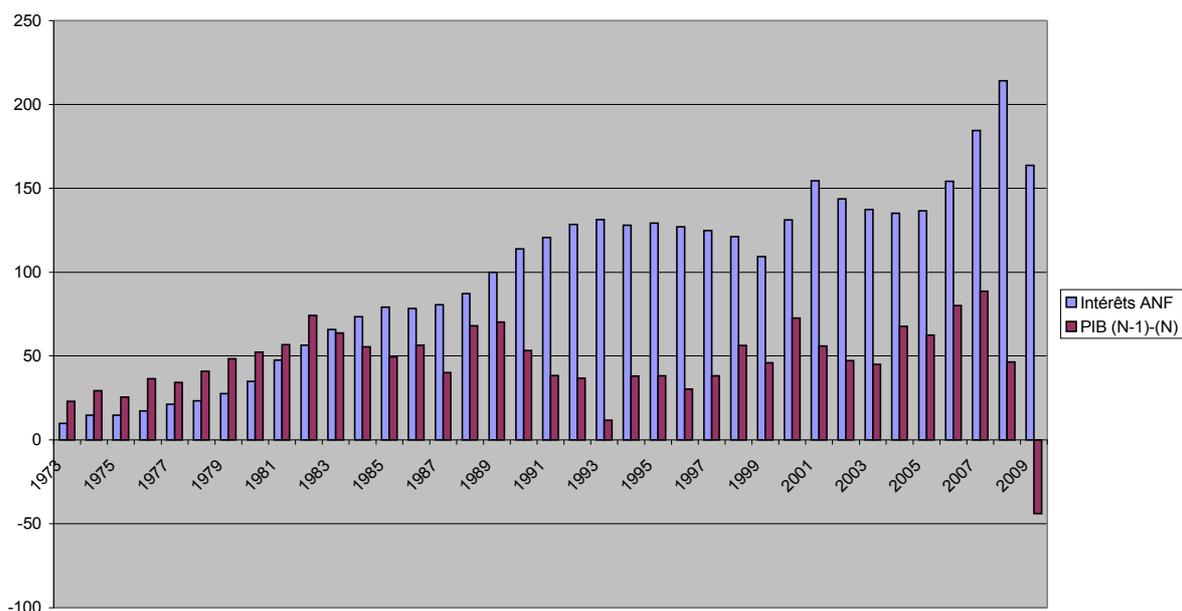
Sur une série un peu plus longue, on voit que l'année 1993 a été un record :

Rapport (en %) : Intérêts payés annuellement par les ANF / PIB de (N-1)-(N)



Cette année là en effet, la France a consacré plus de ONZE fois l'accroissement des richesses produites de 1992 à 1993 pour payer les intérêts de ses dettes, soit près de 12% du PIB.

Intérêts payés par les ANF & Variations du PIB

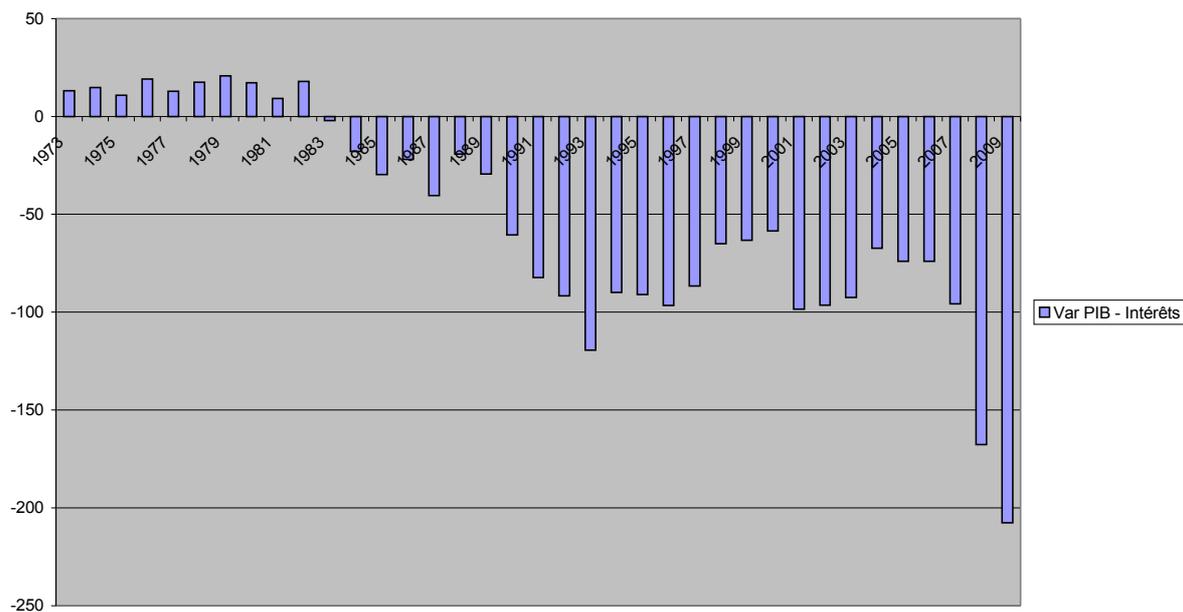


Source INSEE - en milliards d'Euros

Le tableau ci-dessus montre que depuis 1983, les banques empochent plus que la totalité des richesses que les Français parviennent à produire "en plus" chaque année. Individuellement vous pensez travailler pour vous-même, collectivement ce sont les banques qui raflent la totalité du surplus de richesses produites, quand ce n'est pas 3 à 4 fois plus. Et cela, par le seul fait de la création monétaire...

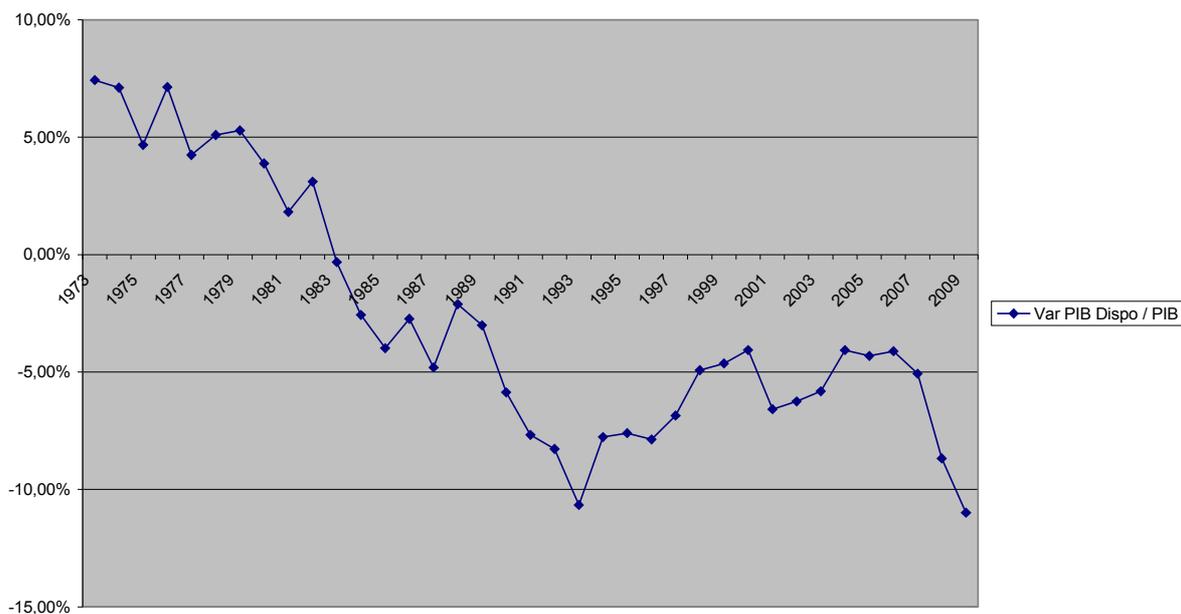
Concrètement, depuis 1983 la France a un PIB théorique en croissance, mais si l'on enlève les prélèvements effectués pour les banques, le PIB réellement disponible n'augmente pas, il diminue :

Croissance annuelle réelle disponible du PIB = Variation Annuelle - Intérêts



Source INSEE & BdF - en milliards d'Euros

Variation du PIB disponible sur le PIB (en %)



Source INSEE & BdF

De fait, nous sommes en décroissance sévère depuis 1983.

Pourtant tous les partis politiques "institutionnels" (y compris "à gauche"), ainsi que tous les médias, nous font croire le contraire. Cela mesure à quel point cette question de la création monétaire doit être verrouillée.

PIB décroissant, cela veut dire qu'il n'y a plus "constructions", mais "destructions" : Industries délocalisées, hôpitaux fermés, maisons de retraites

et crèches manquantes, justice saturée, classes d'écoles supprimées, recherche scientifique étranglée, etc. etc.

PIB décroissant, cela veut dire aussi que beaucoup de comptes sont "dans le rouge" (Sécu, retraite, etc.).

Tel est le prix de notre système de création monétaire basé sur le crédit à intérêt.

Aparté : Du 02 juin 1997 au 06 mai 2002, Lionel Jospin, alors Premier Ministre, a fait reculer les déficits des administrations publiques de près de 50 milliards, mais SANS remettre en question la Loi de 1973. C'est donc au prix d'une cure d'austérité draconienne qu'il a cru pouvoir compenser budgétairement le trou creusé par les intérêts.

Cela n'a même pas permis de faire repasser la croissance réellement disponible en positif.

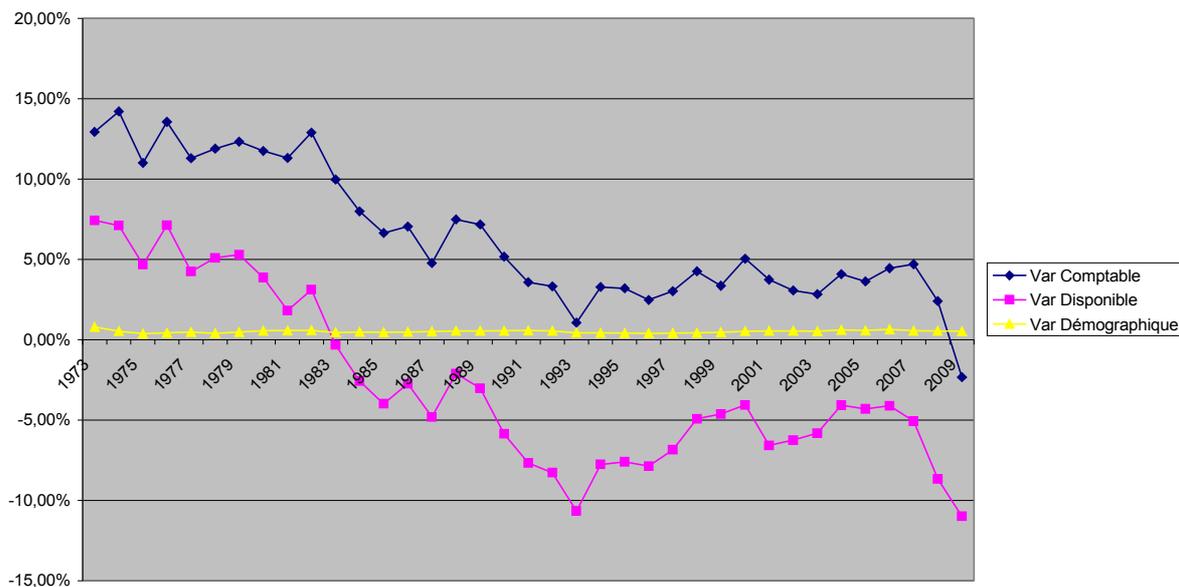
Résultat : le 21 avril 2002 il était éliminé du second tour des élections présidentielle, et le FN faisait 17.79% des suffrages exprimés.

Les choses deviennent accablantes quand on réalise que, sans ce prélèvement des intérêts, la croissance économique a toujours été largement supérieure à la croissance démographique (**en comptant les flux migratoires**).

Par contre, à cause de ce prélèvement des intérêts, la croissance disponible est très inférieure à la croissance démographique, laquelle est d'une constance remarquable puisqu'elle fluctue entre 0,4% et 0,6% par an depuis 1973.

Voilà ce qui nourrit les thèses du Front National sur la "préférence nationale" ! Si le Front National s'attaquait vraiment à la question de la souveraineté de la création monétaire, s'il s'attaquait vraiment au racket des grandes banques, il n'aurait pas besoin de s'en prendre aux étrangers, lesquels ne sont absolument pour RIEN dans nos difficultés.

Taux de Croissance Comptable - Taux de Croissance Disponible - Taux de Croissance Démographique



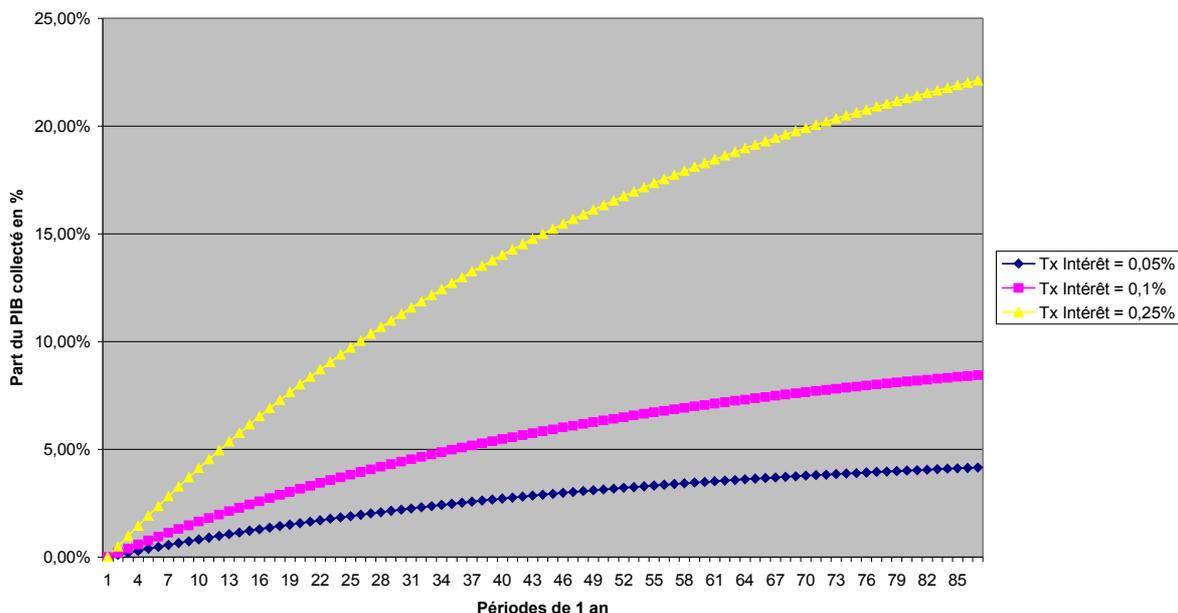
Source INSEE

En réalité tout ça ne peut absolument pas fonctionner tant que les effets conjugués "négatifs" de la croissance de la Masse Monétaire ET des taux d'intérêt à l'émission monétaire seront supérieurs aux effets "positifs" du PIB réellement disponible.

Il y a aussi une autre contrainte : Si l'on retient comme absolument nécessaire que la croissance du PIB suive au moins la croissance démographique, et que les prix restent à peu près stables, alors la croissance de la Masse Monétaire doit suivre le même rythme.

En admettant tout cela, si l'on retient une croissance du PIB et de la Masse Monétaire de 2%, quel est le taux d'intérêt maximum d'émission de la monnaie qui serait supportable par la collectivité ?

Part du PIB collecté par les Banques, du seul fait de l'intérêt payé au titre de la création monétaire
(Croissance PIB et MM de 2% par an).



Dès lors que le PIB et la Masse Monétaire augmentent dans les mêmes proportions (ici 2%), la part du PIB collecté par les banques, par le truchement de l'intérêt, tend vers un maximum qui varie en fonction du taux retenu. Et il suffit d'un taux très faible (entre 0,05% et 0,25%) pour que ce plafond soit déjà plus que conséquent (entre 5% et 29%).

Le mieux serait évidemment d'interdire purement et simplement tout intérêt lié au prêt d'argent, ce qui, du reste, "dé-financieriserait" l'économie et conduirait les entreprises à se recentrer un peu plus, et un peu mieux, sur leurs "corps de métiers".

Mais les solutions souhaitables à tous les problèmes posés seront évoquées plus loin, donc nous n'irons pas plus loin pour l'instant.

Toujours à propos du PIB, revenons à la situation actuelle de la France pour en étudier un autre aspect :

4.6.2 – PIB, Masse Monétaire, Salaires et Inflation, le cercle vicieux

Nous avons calculé la progression moyenne de plusieurs indicateurs sur la période de 1999 à 2007. Toutes les données étaient disponibles, la série est assez longue pour que ces chiffres aient un sens, et cette période est assez proche pour qu'elle soit encore signifiante pour le présent.

Indicateurs	Croissances annuelles moyennes, de 1999 à 2007
Masse Monétaire :	8,33%
PIB	4,04%
Prix Consommation des Ménages	1,54%
Prix Immobilier Ancien	10,42%
Prix des Matières Premières à l'Importation	8,43%

Sources INSEE

Ces chiffres sont certes à prendre avec précautions, car les variations n'apparaissent pas, et ils ne sont peut-être pas les plus parlants, mais voilà quand même ce qu'ils nous disent :

Une croissance moyenne de 8,33% de la Masse Monétaire sur 8 ans, c'est beaucoup d'argent créé (et, vous vous en doutez, beaucoup de dettes présentes et futures). Où est-il passé ? Car cette croissance ne correspond pas à l'augmentation des richesses produites (PIB), dont elle pourrait être la "traduction monétaire", puisque sa croissance est deux fois moins rapide. Elle n'est pas passée dans l'inflation non plus, puisque les prix à la consommation des ménages n'ont augmenté que de 1,54%.

Les prix de l'immobilier (ancien) ont augmenté en moyenne de 10,42%. C'est considérable ! 10,42% d'augmentation moyenne sur 8 années consécutives...

Tout laisse à penser, que création monétaire et marché de l'immobilier se sont mutuellement alimentés. La création monétaire a mis (trop) d'argent en circulation, ce qui a contribué à la flambée des prix de l'immobilier, et en retours, la création monétaire s'est appuyée sur la hausse des prix de l'immobilier (plus les prix montaient, plus les crédits mettaient de l'argent en circulation, et plus ça faisait monter les prix).

Il y a certainement d'autres "niches" dans lesquelles la Masse Monétaire créée a pu être engloutie. Nous pensons aux titres liés aux matières premières (mines, industries de première transformation, etc.). Il y a là un sujet d'étude.

En tous cas, si l'on ne sait pas complètement où est passé tout cet argent, on sait où il n'est pas allé.

En effet on observe que les prix des produits de consommation courante n'ont augmenté que de 1,54%, quand la valeur des richesses produites augmentait de 4,04% par an, sur 8 ans, et qu'une manne monétaire du double était sortie des banques. 8,33% d'augmentation de la Masse Monétaire, 8 années de suite, cela aurait dû provoquer de l'inflation... D'autant que les prix des matières premières importées ont augmenté de 8,43% par an. Eh bien non.

Comment les prix des matières premières peuvent-ils augmenter de 8,43%, quand les prix à la consommation n'augmentent que de 1,54% ? Quelle peut-être la variable d'ajustement, sinon les salaires, toujours davantage tirés vers la ... "modération" ?

Le cercle vicieux est infernal, car tout cet argent créé, qui ne va ni à la production (investissements productifs), ni à la consommation (salaires), manque aux deux bouts de l'économie. Ce qui génère beaucoup de chômage, lequel pèse sur les salaire, et donc l'argent va dans l'immobilier ou ailleurs...

C'est sans doute un des éléments les plus caractéristique des crises financières actuelles : Au lieu d'être classiquement génératrices de profondes dépression, ou d'hyperinflation générales, les fluctuations monétaires les plus sévères sont "contenues" dans des domaines particuliers.

4.7 – Où circule la masse monétaire ? – Les deux mondes

La question - "où va la masse monétaire ?" - supposerait qu'elle s'accumulerait quelque part dans des coffres, alors qu'elle ne s'arrête jamais de circuler. Elle serait réductrice du problème, car en toute rigueur, puisque ces énormes masses de masse monétaire circulent, nous devrions les voir passer, alors que ce n'est pas le cas. Donc l'idée de coffres secrets dans des paradis fiscaux pourrait être séduisante, mais elle ne correspond pas à la réalité.

Le niveau de la masse monétaire est important parce qu'il a un impact direct sur l'inflation selon l'équation classique $MV = PQ$, où M représente la masse monétaire, V la "vélocité de la monnaie" (le nombre de fois qu'une unité monétaire change de main chaque année), P le prix moyen des produits vendus chaque année et Q la quantité moyenne vendue chaque année. Le produit PQ est en fait la somme des "Valeurs Ajoutées", c'est-à-dire le PIB. Donc, si la masse monétaire (M) augmente plus vite que le PIB (PQ), il est plus que probable que l'inflation suive, puisque la vitesse de circulation de l'argent est supposée constante.

Mais cette fois il n'y a pas eu d'inflation du tout, et les quantités de marchandises vendues n'ont pas explosé. Si M a quand même augmenté deux fois plus vite que PQ, c'est donc que la monnaie aurait circulé deux fois moins vite ?...

Quelle est la bonne explication ?

Eh bien, le problème c'est que cette équation $MV = PQ$ ne peut pas s'appliquer ici, et qu'elle est même un leurre.

Elle est un leurre car nous parlons de **deux mondes** différents.

4.7.1 – Les deux mondes

Dans le premier, il y a vous, nous, bref des gens normaux, qui travaillent, sont au chômage, en retraite, payent leurs impôts et leurs loyers, etc..

Et c'est dans ce monde là que l'INSEE mesure les prix (P) et les volumes de marchandises échangés (Q). C'est dans ce monde qu'est mesurée "l'inflation".

Mais ce n'est pas dans ce monde là que la monnaie créée circule.

Il faut bien comprendre que lorsque vous faites un prêt à la consommation de 100€ vous contractez une dette pour le plus grand bonheur du commerçant, puis de sa banque. Et là, sur ces 100€, une dizaine reste à la banque en attendant que quelqu'un en ait besoin (ce sont les réserves fractionnaires au titre de la monnaie fiduciaire dont il est question au § 3.4).

Le reste passe dans l'autre monde...

Sur les 100€, à peu près 90 sont "titrisés" par la banque, c'est-à-dire que la banque se sert de cet argent pour acheter des titres. La plus grosse partie sont constitués d'**obligations** et de **produits dérivés**.

La plupart des obligations sont des obligations d'Etat. Souvenez-vous de ce que nous en disions au § 4.4.1.

Les produits dérivés sont plus difficiles à comprendre. En gros il s'agit de produits financiers, émis par les autres banques, à partir d'autres produits financiers (actions, obligations, créances diverses, etc.). Elles font des paquets de tout ça, elles leur donnent un nom, et elles les vendent en essayant évidemment de faire un bénéfice, et donc d'attirer des flux ... monétaires.

Il y a réellement deux mondes, car une fois que l'argent de votre emprunt (les 90€) sont passés dans l'autre monde, ils ne reviennent quasiment jamais dans notre monde à nous.

4.7.2 – Les deux équations

Les deux mondes sont à ce point séparés qu'il faut deux équations de la forme $MV = PQ$.

Pour notre monde à nous :

(Masse Monétaire des comptes de dépôts) * (Nombre de transactions annuelles par Euro) = (Prix des Produits de Consommation Courante) * (Volume des Marchandises Vendues)

Pour "l'autre monde" :

(Masse Monétaire "Titrisée")*(Nombre de transactions annuelles par Euro) =
 (Courts des Produits Financiers) * (Volume des Transactions Annuelles)

Les tableaux suivants représentent les flux monétaires par agent économique et par produits financiers. Les sommes positives représentent des augmentations d'une année sur l'autre, et les sommes négatives des diminutions d'une année sur l'autre.

(Source : http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=5.4.1)

Augmentations et diminutions des "actifs financiers", tous actifs confondus.							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Années	(2)+(3) TOTAL	(4)+(5)+(6)+(7) Nation	Etranger	Ménages	APU	SNF	B & A
1996	541	502	39	95	-15	64	357
1997	940	776	165	98	33	105	538
1998	836	698	138	71	-27	92	555
1999	1446	1148	298	98	-2	232	818
2000	1464	1145	320	66	6	312	758
2001	1536	1169	367	99	11	208	848
2002	1519	1193	326	116	30	82	964
2003	1800	1375	425	117	40	94	1122
2004	2173	1595	578	122	2	135	1333
2005	2611	1734	878	156	33	217	1327
2006	3283	2182	1101	146	-13	221	1823
2007	4163	2742	1420	152	24	272	2288
2008	3574	2315	1259	121	60	103	2027
2009	3123	2093	1030	145	14	22	1913
2010	2932	2004	928	158	10	119	1715

Source INSEE - en milliards d'Euros

La colonne (1) est le total des colonnes (2) et (3).

La colonne (2) est le total des colonnes (4) à (7).

La colonne (3) représente les agents économiques étrangers.

La colonne (5) représente les Administrations Publiques.

La colonne (6) représente les Sociétés Non Financières.

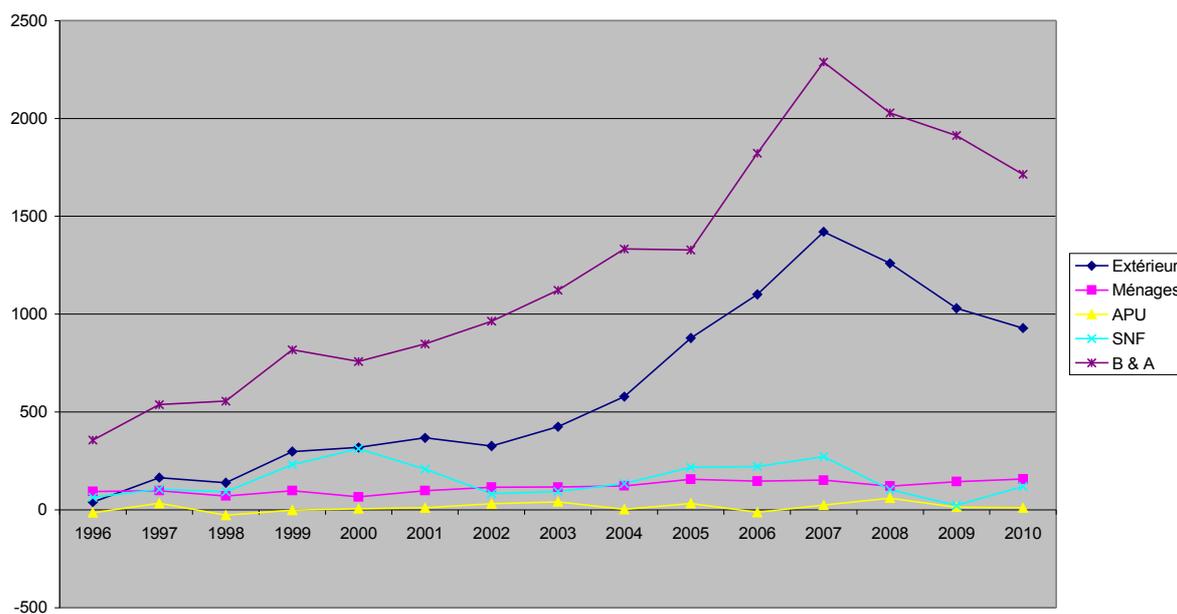
La colonne (7) représente les Banques et Assurances.

On appelle "Actifs Financiers" la monnaie en caisse, les comptes de dépôts, et sur livrets, les actions, les obligations, les assurances vie, les produits financiers de toutes sortes.

Ce tableau montre qu'en 2010, par exemple, les actifs financiers de l'ensemble des agents économiques ont augmenté de 2932 milliards d'Euros, mais seulement 158 milliards sont revenus aux ménages, 10 milliards aux Administrations Publiques, et 119 aux entreprises non financières.

On vous parlait de deux mondes, les voilà :

Augmentations et Diminutions des Actifs Financiers par Agents Economiques



Source INSEE - en milliards d'Euros

Le premier monde est en bas, il est constitué des Ménages, des Administrations Publiques, et des Entreprises Non Financières. Les actifs se mesurent en dizaines et petites centaines de milliards.

Le second monde est en haut, et ne joue pas du tout dans la même cours. Les sommes se mesurent en milliers de milliards. Ce monde est fait des Banques, des Assurances, et des Banques et Assurances Etrangères dont les transactions sont mesurées par la comptabilité nationale.

4.7.3 – Sur la trace des actifs financiers

Pour bien vous montrer l'étanchéité entre ces deux mondes, il convient de voir de quoi sont faits ces actifs. En effet, s'ils étaient faits de crédits aux entreprises ou aux ménages, on en déduirait que finalement cet argent revient dans notre monde, mais vous savez déjà qu'il n'en est rien.

Dans le tableau suivant nous indiquons seulement les actifs qui ont un "poids" significatif. Et il n'a pas été difficile de les trouver. Pour les comptes nationaux (hors étranger), les ménages, les Administrations Publiques et les Sociétés Non Financières nous n'avons fait figurer que le total des actifs, tant ils sont marginaux eu égard aux sommes concernées. Par contre pour le secteur des Banques et Assurances, nous avons indiqué les "Titres Hors Actions" et les "Produits Dérivés".

Augmentations et Diminutions des Actifs Financiers par Agents Economiques et par Produits Financiers							
	Nation	Ménages	APU	SNF	Banques et Assurances		
	actifs	actifs	actifs	actifs	actifs	titres hors actions	produits dérivés
1996	502	95	-15	64	357	275	165
1997	776	98	33	105	538	323	221
1998	698	71	-27	92	555	427	352
1999	1148	98	-2	232	818	539	445
2000	1145	66	6	312	758	514	479
2001	1169	99	11	208	848	586	499
2002	1193	116	30	82	964	739	623
2003	1375	117	40	94	1122	933	793
2004	1595	122	2	135	1333	933	784
2005	1734	156	33	217	1327	884	723
2006	2182	146	-13	221	1823	1200	938
2007	2742	152	24	272	2288	1354	1048
2008	2315	121	60	103	2027	1580	1381
2009	2093	145	14	22	1913	1896	1872
2010	2004	158	10	119	1715	1451	1395

Source INSEE - en milliards d'Euros

Et donc, lorsqu'en 2010, les actifs financiers de la Nation (hors Etranger), augmentent de 2004 milliards d'Euros, la part des Banques et Assurances est de +1715 milliards d'Euros.

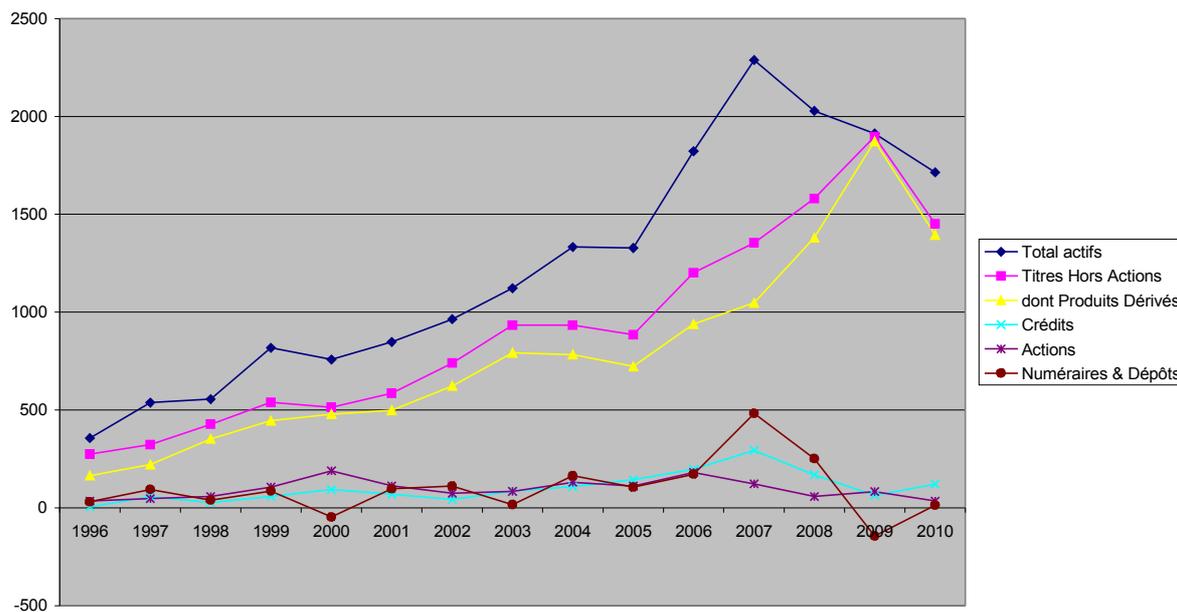
Et ce ne sont, pour la plupart, que des "Titres Hors Actions" (1451 milliards d'Euros, dont 1395 milliards d'Euros de "Produits Dérivés").

Ce qui signifie que :

- ce ne sont pas des actions, et donc cet argent ne participe absolument pas à la valorisation des entreprises ;
- ce ne sont pas des crédits à longs termes, et donc cet argent ne participe absolument pas au financement, ni des entreprises, ni des ménages ;
- cet argent "tourne sur lui-même", de titres en titres, à la vitesse des transactions boursières, dans le "monde du haut".

Ceci nous amène naturellement à regarder d'un peu plus près les comptes des Banques et Assurances :

Actifs Financiers des Banques & Assurances par Natures



Source INSEE - en milliards d'Euros

Ce tableau présente les **augmentations et diminutions** des Actifs Financiers des Banques et Assurances, par produits financiers.

L'énorme création de Masse Monétaire est donc dans les actifs des banques sous la forme de titres et produits dérivés.

Nous avons vu ci-dessus, comment 90€ empruntés dans le "monde du bas" se retrouve aspiré dans le "monde du haut". Une question se pose : Par quel chemin peuvent-ils revenir dans le "monde du bas" ?

A quelle occasion, les gens du bas, des chômeurs aux chefs d'entreprises, ont, individuellement, l'occasion de donner quelque chose aux gens du haut, en échange de monnaie ?

Attention, souvenons nous que nous avons considéré une somme de 90€, mais ce sont des milliers de milliards qu'il faudrait rapatrier. Ca ne peut donc pas se faire en vendant des Opinel, des tee-shirts ou du Beaujolais nouveau.

La seule chose qui intéresse les Sociétés Financières ce sont les actifs immobiliers des grandes villes (comme au Monopoly), les vignobles de prestige, et les ressources naturelles (mines et gisements). Mais elles les possèdent souvent déjà par le moyen de participations dans des sociétés diverses... Il y a longtemps que Paris n'appartient plus aux parisiens, ni les vignobles de Bordeaux aux girondins.

Pour quelle raison les banques rapporteraient de l'argent dans le "monde du bas", c'est-à-dire à un taux de rémunération de 3 ou 4% par an, quand elles peuvent le faire tourner, à des taux 10 à 20 fois supérieurs,

alimentés par la création monétaire, laquelle provient essentiellement du monde d'en bas, puisque dans le monde d'en haut ... on n'a pas besoin d'emprunter ?

Le "monde d'en haut" est celui où circule en vase quasi clos, les 9/10^{ème} de la Masse Monétaire créée ; le "monde d'en bas" est celui qui a contracté les Dettes, qui ont créé cet argent et en sont la contrepartie.

Plus l'argent manque dans le monde du bas, plus les agents économiques sollicitent le crédit, ce qui accroît la Masse Monétaire, laquelle passe très vite dans le monde du haut, pour n'en jamais redescendre, ce qui accroît la pénurie de monnaie dans le monde du bas. Le phénomène est encore amplifié par les énormes besoins de ressources des grandes banques dans les batailles qu'elles se livrent.

Pendant ce temps, des pressions politiques énormes et un matraquage médiatique incessant sont exercés tous azimuts, pour faire admettre au "monde du bas" que "nous vivons au dessus de nos moyens", et "qu'il faut se serrer la ceinture".

4.7.4 – Spéculation ou inflation, la stratégie

Nous avons repéré, au § 4.6.2, que les crises financières actuelles sont caractérisées par le fait qu'elles touchent certains secteurs économiques plus que d'autres. On parle alors de "bulles spéculatives".

Aparté : Nous vous renvoyons à nos commentaires sur les concepts de "spéculation" et d'économie "virtuelle" (voir § 3.5.2.3).

Nous constatons par ailleurs que les dettes sont bien très majoritairement localisées dans le monde d'en bas, tandis que les actifs financiers correspondants, qui sont des créances, sont dans le monde d'en haut.

Nous avons analysé les conséquences de l'intérêt, et en particulier la croissance exponentielle de la masse monétaire, et donc de l'endettement, qu'il provoque.

Si cet accroissement démesuré de la masse monétaire se traduisait, comme ce fut très souvent le cas dans l'histoire, et comme on l'apprend dans les cours d'économies, par de l'inflation, cela grignoterait d'autant la valeur des créances, car qui dit inflation dit hausse des prix, et donc dévaluation de la monnaie. En effet, si l'on vous doit 10.000€, et qu'avec ces 10.000€ vous pouviez acheter une voiture, mais qu'après inflation vous ne pouvez plus vous acheter qu'un solex, vous avez perdu de l'argent.

Et c'est là qu'on entre dans une sorte de quadrature du cercle :

Le surcroît permanent de masse monétaire étant incontournable pour obtenir paiement des intérêts, comment les créanciers peuvent-ils obtenir un très gros accroissement de la masse monétaire SANS obtenir d'inflation ?

En contenant la création monétaire dans certains secteurs (l'immobiliers, les matières premières, les "start-up", etc.).

Ainsi ils obtiennent bien l'accroissement de la masse monétaire, et l'endettement qui va avec, au prix de quelques effondrements plus ou moins bien localisés, mais leurs créances restent globalement intactes (ou presque).

Cette "stratégie" touche quand même à ses limites, et elle est même condamnée, à terme, à devenir totalement impuissante.

Depuis le début de cet exposé, nous sommes plusieurs fois arrivés à la conclusion qu'il fallait "inverser" des évidences. C'est un peu la matière économique qui veut ça, dans la mesure où l'on est souvent dans des mécanismes qui interagissent puissamment.

Eh bien, une fois de plus, il nous faut faire une inversion :

Les "spéculations" et "bulles spéculatives" actuelles ne sont pas les causes des crises. Elles en sont les conséquences, les effets. Ce sont les meilleures adaptations possibles des financiers aux conséquences du système de création monétaire, pour préserver au mieux leurs créances, c'est-à-dire leur moyen d'asservissement par la dette, du "monde d'en bas".

Mais limiter l'inflation ne suffit pas, il faut provoquer la déflation. Comment font-ils ?

Nous avons vu (§ 4.7.3) de quoi sont faites ces dettes : Au final, des obligations d'Etats, mais surtout des "produits dérivés".

Quand ces actifs perdent de leurs valeurs, ce qui arrive quand même assez fréquemment, par le seul fait des effondrements périodiques des empilements exponentiels des dettes de la création monétaire, il faut soit détruire de la monnaie, soit compenser ces actifs dévalués par d'autres.

C'est ce que l'on a vu faire fin 2011 : Les Banques Centrales ont émis de la monnaie, "prêtée" à taux très bas (0,25% aux USA) aux banques privées. Et celles-ci ont ensuite replacés ces capitaux auprès des Banques Centrales comme "dépôts en Banque Centrale" (rémunérés avec un intérêt supérieur).

Bilan de l'opération :

- Les actifs dévalués sont quasi remplacés par des actifs garantis par la Banque Centrale ;
- Les dettes privées insolvables deviennent des dettes publiques ;
- Ce qui augmente les déficits publics ;
- La création monétaire n'est plus destinée à l'économie réelle, dans laquelle la monnaie manque ;
L'ensemble des troubles économiques provoqués sert de justificatif aux plans de rigueur ;
- Lesquels augmentent l'effet déflationniste ;
- Ce qui augmente l'endettement (voir § 4.10);
- Paradoxalement, là où on devait détruire de la monnaie, on en a créé ;
- Ce qui devrait entraîner une inflation...

Là vous pouvez revenir quelques lignes plus haut, où nous écrivions :
Et c'est là qu'on entre dans une sorte de quadrature du cercle...

4.8 – Les Banques sont vraiment au bord de la faillite !...

Le "pire du pire du pire", dans cette histoire, c'est que les banques, malgré tout cet argent, sont au bord de la faillite.

Nous avons vu qu'il y a une création monétaire exorbitante, et qu'elle est presque totalement aspirée par le système bancaire. Nous avons étudié les mécanismes de cette création.

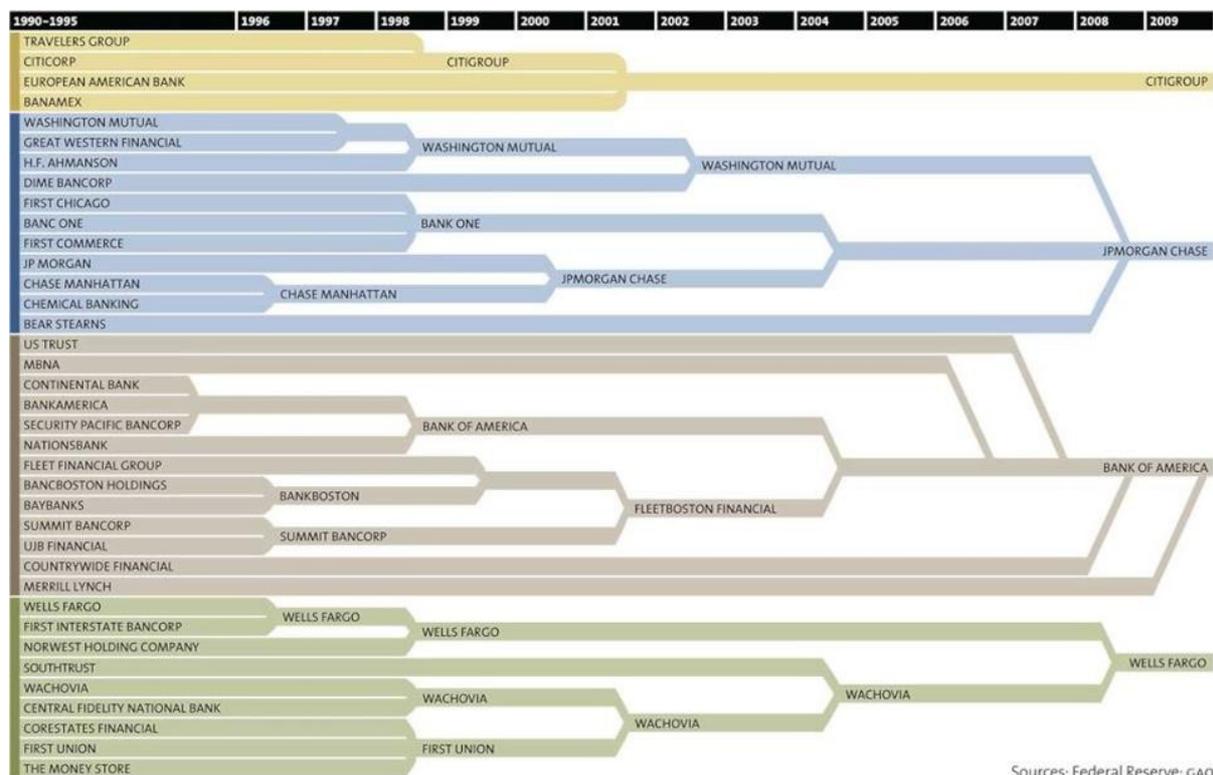
Les politiques se disent impuissants devant les forces de la finance, mais en réalité c'est le politique qui gouverne tout cela.

En effet, ce sont bien les accords internationaux de libre échange, de libre circulation des marchandises et des capitaux qui ont créé cette situation. La loi de 73 portant réforme de la Banque de France a bien été votée par les députés et sénateurs. Le traité de Lisbonne a bien été ratifié par les parlementaires au quasi grand complet.

En réalité ce sont les théories complètement folles des ultra-libéraux qui sont mises en œuvre par les milieux politiques.

Et cela est très grave.

Car ce faisant, les banques sont prises à leur propre jeu : Elles doivent absolument se livrer des batailles féroces, leur survie en dépend. Dans ce système, à la fin de la partie, il n'en restera qu'une.



Le voudraient-elles que non seulement aucune ne peut se permettre de ne pas disposer de TOUTES ses ressources dans les batailles qu'elles se livrent dans le "monde du haut", mais elles sont condamnées à les augmenter le plus vite possible, et au besoin, de manière fictive.

Pour cela, leurs trois ressources, ici classées par ordre d'importance décroissante, doivent être absolument optimisées :

- Les produits des achats et reventes des produits financiers ("monde du haut"). C'est, et dans une proportion de 1 à 10, leur principale ressource (voir tableaux du § 4.7).
- La rente de la création monétaire, laquelle repose sur la croissance exponentielle de la Masse Monétaire et sur les intérêts (payés par le "monde du bas"). Elle représente 1/10^{ème} de leurs ressources.
- Les tarifs des services bancaires aux usagers ("monde du bas"). Ces ressources sont homéopathiques.

Cette compétition se livre bien à l'étage supérieur, mais souvenez vous, que toute cette masse monétaire créée, a pour origine des dettes dans le "monde du bas".

Ainsi, dans cette bataille sans merci, la Banque Lehman Brothers, qui était pourtant un mastodonte de la finance internationale, avait cru pouvoir, dans le "monde du haut", fabriquer et vendre toutes sortes de produits financiers "dérivés", c'est-à-dire composés d'autres produits financiers, lesquels contenaient de basiques créances immobilières. Ça a marché un moment : Classiquement l'apport d'argent (par les crédits) faisait monter les prix de

l'immobilier qui faisait gonfler les crédits et apportaient donc toujours plus de monnaie. Le système s'auto-amplifiait, et les "produits financiers" qui contenaient ces actifs se revendaient toujours plus cher. Jusqu'à ce que quelques faillites en entraînent d'autres, et le château de cartes s'est écroulé.

A ce propos les mots, comme d'habitude, ont joué leur rôle d'écran de fumée. Les classes dirigeantes savent les manier. Quels que soient les milieux considérés, on ne parlait que de "**produits toxiques**", même au Parti Communiste (!). Appellation géniale, il faut bien l'admettre, car elle fait penser que les autres "produits financiers" ne le sont pas, et même qu'ils sont "bons" pour l'économie.

En réalité voir les choses ainsi, c'est rester comme une mouche collée à un appât dégoûtant qu'on lui présente.

En prenant de la hauteur, on voit que l'histoire est pleine d'histoires de "produits toxiques", et que donc c'est le système lui-même qui est toxique.

4.9 – "Crise" ? – Quelle "crise" ?

En 2008, les Administrations Publiques ont versé **58 milliards d'Euros**, au titre des intérêts de la création monétaire (des comparatifs similaires se trouvent à la fin de la partie 2, mais il n'est sans doute pas inutile d'insister).

58 milliards, c'est l'équivalent de 1 millions d'emplois rémunérés (en Rémunération Globale du Travail, c'est-à-dire avec les charges patronales) à hauteur de 58000€ par an, soit 4800€ par mois.

Mais comme toute rémunération se résout en dépenses, et que les dépenses des uns sont des ressources pour d'autres, en admettant un taux de redistribution de 80% (le taux réel est de 86%), c'est en réalité (1*1/0,2) cinq millions d'emplois au même niveau de rémunération qui seraient créés.

Mais 58 milliards, c'est aussi l'équivalent de 29000€ de travaux d'isolation pour 2 millions de logements, avec tous les emplois induits en cascade.

C'est **tous les ans** qu'une somme de cette amplitude est engloutie en contrepartie du privilège insensé que nous accordent les banques de bien vouloir mettre de la monnaie en circulation, c'est-à-dire l'inscrire dans les logiciels de leurs ordinateurs, et de la détruire, c'est-à-dire de l'effacer.

Et quand l'argent manque dans le "monde du bas" ça se traduit par du chômage, des études plus chères, des hôpitaux qui ferment, des crèches qui manquent, un manque de logements, des maisons de retraites dans lesquelles 13000 personnes âgées périssent d'hyperthermie en un seul été, etc..

Alors, puisqu'il y a des dégâts, on nous reparle de "crise" du capitalisme ... On parle même de "crise systémique" ... Vieille tarte à la crème qui devrait commencer à sentir le périmé, puisque voilà plus d'un siècle qu'on nous la re-sert.

En tous cas, ça alimente au poil, l'idée que ce bon vieux capitalisme pourrait ne pas être en crise, et même qu'on va bientôt "**sortir du tunnel**". Tous les experts socio-démocrates, socio-libéraux, and C^{ie}, bref tous les "socialisants", sont experts de ce discours

On nous parle de "crise du capitalisme" sous prétexte que les salariés et chômeurs sont de plus en plus pressés comme des citrons ...

Est-ce que les lions qui bouffent des gnous en pagaille et sophistiquent leurs stratégies sont en crise ?

Essayons de considérer le problème autrement :

Dans la savane et dans la jungle il n'y a ni lois ni règles de protection des plus faibles. La seule "loi" est celle du plus fort.

Cependant, il existe une originalité unique dans cette nature hostile : L'Humanité ... qui dès ses origines a créé des lois et des règles pour que ça ne soit pas toujours la jungle.

Que font les capitalistes, les milliardaires, et leurs valets politiques dès qu'ils ont le pouvoir ?

Ils s'attaquent aux lois qui protègent les plus faibles (droit du travail, droit des retraites, droit de la sécurité sociale, droit au logement, droit à l'éducation gratuite, etc ... etc ...)

Quand les gnous votent à gauche (mais vraiment à gauche, pas "gauche caviar", la vraie gauche) alors c'est qu'ils savent qu'ils sont des gnous et s'organisent collectivement pour supprimer les lions... Notez que les gnous n'ont pas franchement besoin des lions ... Notez aussi que les lions ont un besoin vital des gnous ...

Mais quand les gnous votent à droite ?

Quand les gnous votent à droite c'est que les lions sont parvenus à leur faire croire qu'ils pouvaient devenir lions eux-mêmes, et bouffer leurs congénères. Ainsi cette formule de Thomas Hobbes ("homo homini lupus" (l'homme est un loup pour l'homme)) entendait-elle légitimer l'affaire, **abaissant l'être de culture à l'être de nature**.

Si tout ce qui, sur terre, bouffe, parasite, exploite, autrui, etc., est en crise, alors le capitalisme est en crise permanente, comme les moustiques, les sangsues, les hyènes, les lions et les vampires. Mais ont-ils d'autres moyens d'exister ? D'où le réflexe de les tenir éloignés, et même de les supprimer.

Et si nous revenions à quelque chose d'un peu plus "humain entre humains", par exemple en (ré)abolissant, par la LOI, "les privilèges" (lesquels ne donnent vraiment rien de bon pour le plus grand nombre d'entre nous, sauf la "liberté" de se faire bouffer ou tondre la laine sur le dos).

Finalement il y a :

- L'homme sauvage de la savane et de la jungle qui se comporte comme un animal (iPhone en poche mais animal quand même).
- Il y a aussi une sorte d'homme préhistorique qui commence à introduire quelques lois pour "protéger les plus faibles" (cf Code d'Hammourabi, premier code juridique de l'humanité).
- Et peut-être, un jour, plus tard, un Homme vraiment historique et culturel, qui aura vraiment rompu avec le désir antédiluvien de vampiriser ses congénères et aura créé les Lois pour cela.

4.10 – Encore un peu de théorie ou comment 5-1=5

Les lignes qui suivent ne relèvent plus d'une transmission de savoir, mais d'une recherche.

Imaginons ... imaginons que nous soyons dans un ascenseur vitré qui monte : Tout ce que nous voyons nous semble descendre ...

Imaginons que nous soyons dans un ascenseur vitré qui descend : Tout ce que nous voyons nous semble monter ...

Quand nous discutons "valeur", "dettes", "prix", etc., nous sommes dans un monde de même nature que celui de l'espace : tout est en perpétuel mouvement, et il n'existe aucun point fixe à partir duquel mesurer et raisonner.

Imaginons, que nous convenions quand même d'un point fixe. Il n'est pas réel. Mais c'est une convention, on s'entend pour le considérer comme fixe.

Je vous propose une sorte de mixture faite des indices de l'or, des matières premières minérales, et de l'immobilier.

Considérons qu'ils n'ont pas bougé. Considérons les comme les fondamentaux économiques à partir desquels on mesure tout le reste.

Première observation : ... tiens ?! ... vus de notre ascenseur ils ont suivi grosso modo la même courbe exponentielle passant de 1 à 3,5 de 1999 à

2011 ...

Seconde observation : ... tous les autres prix et salaires ont ... baissé ... relativement à ces points fixes.

Depuis l'abandon de la parité dollar-or en 1971, le cours de l'or s'envole, exprimé en monnaie. En réalité si l'on considère la valeur de l'or comme fixe, ne sont-ce pas les valeurs des monnaies qui diminuent, du fait de la surémission monétaire ?

(Source : http://france-inflation.com/cours_de_l_or_historique_et_actuel.php)

Si l'hypothèse est vraie alors nous sommes en "récession contrôlée", en "déflation contrôlée" depuis ... 1983 environ pour la France (voir § 4.6.1).

Pourquoi "contrôlée" ?

Parce que normalement, d'après ce que nous ont appris les économistes classiques, une récession, une déflation, c'est un emballement que l'on ne peut que très difficilement contrôler (la référence est la crise de 1929 à 1935). Or nous n'observons rien d'aussi cataclysmique.

Si le "paysage" économique habituel bouge autour de nous de manière harmonieuse, et homogène, il nous semble réel. Et donc nous sommes comme dans un simulateur de vol, nous nous croyons en mouvement, alors que nous sommes immobiles, ou l'inverse.

Si nous sommes en récession contrôlée et que les prix baissent relativement à nos points fixes, alors on peut appliquer à nos dettes le raisonnement d'Irving Fisher (économiste américain qui tira quelques enseignements de la crise de 29). Il explique qu'en cas de surendettement général ET de récession (la combinaison des deux est importante), alors, plus les gens remboursent leurs dettes, et plus leur dette augmente.

Si tout cela est vrai, si nous sommes tous collectivement en situation de surendettement, alors il va falloir rembourser les dettes avant d'en faire d'autres ... très bien ... mais chaque fois que l'on remboursera une dette, on détruira de la monnaie ... et on fera baisser les prix ...

Pourquoi ?

Pour la même raison que lorsqu'il y a trop de monnaie, les prix montent, quand il n'y en a pas assez ils diminuent.

Mais ... si les prix diminuent nos dettes vont augmenter ...!

Pourquoi ?

Si vous aviez une dette de 100€, et que vous en remboursez 20€, votre dette n'est plus que de 80€.

Mais si dans le même temps les prix ont baissé de 20% parce que d'autres ont aussi remboursé leurs dettes et qu'il y a moins de monnaie, quelle est la conséquence sur votre dette ?

100€ c'était 5 heures de travail (par exemple). Donc si les prix et les salaires ont baissé de 20%, 5 heures de travail ne valent plus que 80€.

Donc vous aviez une dette qui valait 5 heures de travail, vous remboursez 20€ (l'équivalent d'une heure de travail), et votre dette est toujours de 5 heures de travail.

Imaginons alors à quoi peut donc servir un "plan de rigueur" en situation de surendettement ... sinon à faire baisser les prix et les salaires ...

Imaginons que ce soit juste pour conjuguer "endettement" ET "récession", comme l'expliquait Irving Fisher ...

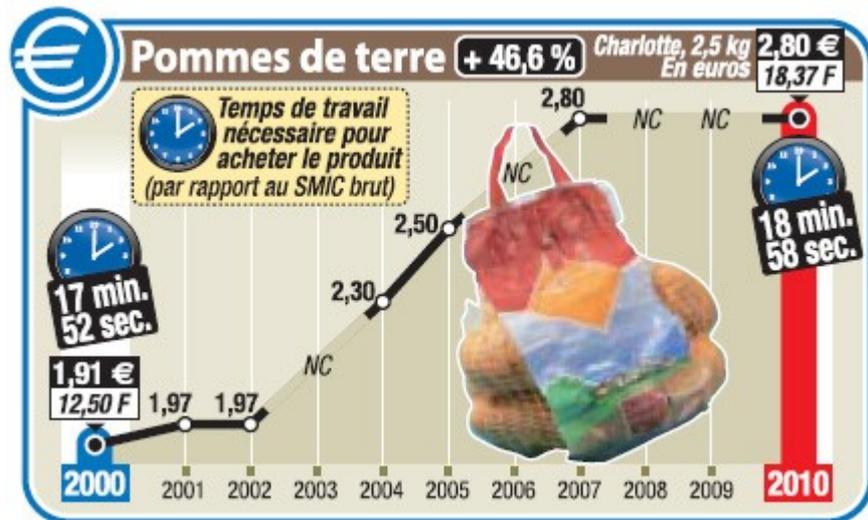
Nos dettes, exprimées en "heures de travail" vont rester constantes ou même augmenter, alors même que nous ne cesserons de les rembourser.

Ce ne serait pas génial pour les créanciers ?

Si cette hypothèse est exacte, alors on vous le dit, nous ne sommes pas encore "au bout du tunnel" (comme ils disent).

Nous n'avons pas trouvé de série statistique assez longue pour bien étayer ces arguments. Nous sommes limités par les séries de l'INSEE qui ne vont pas au delà de l'année 2000 (pour les rémunérations par exemple).

Aparté important : Nous insistons sur le fait qu'il faut faire preuve de la plus grande prudence en matière de données économiques touchant à la consommation (ou au chômage). Il s'agit de données qui ne tarderont pas à être classées "secret défense". Tout est fait pour brouiller les pistes et fausser les statistiques (modification des produits, et des listes de produits comparés). On ne peut qu'être circonspects quand on nous annonce une quasi stabilité des prix d'un côté, et que d'un autre on observe une hausse de plus de 46%, de 2000 à 2010, sur un produit aussi basique que les pommes de terre...



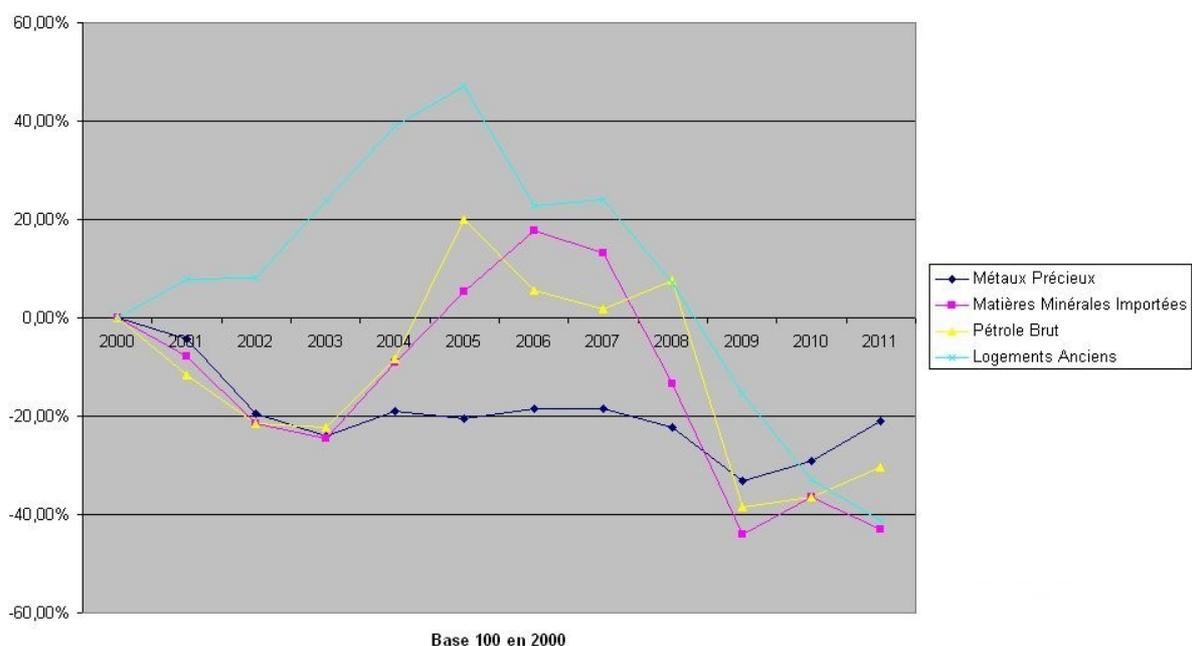
(Source :

http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2010/10/16/article_infographie-2000-2010-la-flambee-des-produits.shtml)

Toutefois, même ces séries trop courtes semblent montrer que les prix des matières premières minérales et des logements anciens fluctuent (avec des variations de l'ordre de 40%) autour de la valeur de l'or.

Les prix des produits de consommation et les revenus salariaux suivent des progressions parfaitement parallèles et ont perdu 60% de leur valeur par rapport à celle de l'or de 2004 à 2010. Il n'y a plus d'indexation des salaires sur les prix, mais ce qui en tient lieu est bigrement efficace pour entraîner tout ça, très uniformément, ... à la baisse.

Indices / Indice du prix de l'OR



Indices / Indice du Prix de l'OR

